GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT:

Un Mois, 5 Francs.
Trois Mois, 13 Francs.
Six Mois, 25 Francs.
L'année, 48 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge, à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

ASSEMBLÉE NATIONALE.
JUSTICE CIVILE. — Cour de cassation (ch. des requêtes). — Bulletin: Conclusions précises; rejet; défaut de motifs. — Droits d'usage; prescription; possession; défaut de procès-verbaux de délivrance; équivalens. — Paiement; subrogation conventionnelle; subrogation légale. — Cour d'appel de Paris (1^{re} ch.): Mandat; acte; date certaine; immeubles; saisie; revendication; conseil judiciaire; révocation de mandat. — Cour d'appel de Rouen: Voiture publique; accident; responsabilité du conducteur. — Tribunal civil de Libourne: Enregistrement; prescription; délai.
JUSTICE CRIMINELLE. — Cour d'assises des Ardennes: Troubles à Rethel après la Révolution de Février. — Conseil de guerre de Paris: Escroquerie; adultère; séparation de corps.
CHRONIQUE.

AVIS.

Les demandes d'abonnement ou de renouvellement d'abonnement doivent être accompagnées d'un mandat à vue sur Paris ou d'un bon sur la poste. On peut encore s'abonner par l'entremise des Messageries nationales et générales.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

L'Assemblée nationale a discuté et adopté presque en entier, dans sa séance de ce jour, le projet de décret sur les clubs, dont le rapport, fait au nom d'une commission spéciale par un digne et honnête représentant, ne méritait, ce nous semble, pas — ceci soit dit en passant — la vigoureuse bordée d'épigrammes et de sarcasmes que lui a lancée un journal, trompé sans doute par le ton emphatique et maniéré dont M. Athanase Coquerel avait lu son travail à la tribune. Nous avons donné tout récemment le texte de ce projet et nous en avons signalé les dispositions principales; elles n'ont pas pour but de porter atteinte à la liberté de réunion et d'association, mais d'en réglementer l'exercice et d'en réprimer les excès. Le droit de réunion est la conséquence légitime et nécessaire de la Révolution de Février: il est le complément naturel des institutions républicaines; il doit être considéré désormais comme une des formes, une des conditions, une des garanties de la liberté.

Mais il y a club et club; le droit de réunion a de bons côtés, il en a aussi de mauvais. Comme écoles d'enseignement mutuel, où les citoyens ont la faculté de venir conférer entre eux sur les grands intérêts de la patrie, où il leur est donné d'étudier les lois dans une discussion modérée et respectueuse, de régler des pétitions au sujet des améliorations possibles, de commenter paisiblement l'histoire du pays et la politique contemporaine, les clubs peuvent être un utile instrument de progrès et rendre des services réels. Comme moyen de désordre, comme foyer de licence, de sédition et d'anarchie, ils ont une force immense; ils peuvent à un moment donné devenir une arme terrible entre les mains des partis et constituer un grave péril pour l'ordre social. C'est, en effet, au sein des clubs que vont se réunir, s'exalter, s'organiser pour la lutte les mécontentemens, les passions, les utopies; c'est à la tribune des clubs que se produisent les motions violentes et les discours factieux; c'est à l'aide des clubs que les jacobins, si l'on s'en souvient, parvinrent, au temps de la première révolution, à tyranniser la Convention et à imposer à la France entière le joug de la terreur. C'est la bannière des clubs que l'on vit, au 15 mai dernier, flotter dans l'enceinte de la représentation nationale, où les conspirateurs s'étaient donné rendez-vous pour renverser le pouvoir constituant sous couleur d'une manifestation pacifique en faveur de la Pologne. Et, depuis lors encore, qui oserait soutenir que l'attitude menaçante des clubs n'a été pour rien dans la sanglante et à jamais douloureuse insurrection de juin?

Ainsi, danger d'une part, utilité de l'autre, telle est en ce monde la destinée de toutes les libertés; de là, la nécessité de les discipliner, d'en surveiller l'application, d'en réglementer l'exercice. C'est à ce point de vue que se sont placés les auteurs du nouveau projet de décret, et, hâtons-nous de le constater, dans la plupart des dispositions de leur œuvre, ils ont fort sagement résolu le difficile problème de la conciliation du respect dû au droit de réunion et des exigences de l'ordre public. Aussi l'Assemblée a-t-elle voté rapidement, et presque sans débat, les douze premiers articles de la loi proposée, qui ont trait aux formalités d'ouverture des clubs, à leur publicité, à la présence d'un fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire, à la rédaction du procès-verbal des séances, à l'interdiction de toutes affiliations ou correspondances, aux peines dont seront atteints tous ceux qui se rendront coupables de l'un des crimes, délits ou contraventions soigneusement prévus et énumérés dans le projet de décret.

Une observation a été cependant faite au sujet du paragraphe de l'article 3 qui avait pour but d'interdire aux femmes et aux mineurs la faculté d'être membres d'un club ou d'y assister. M. Saint-Romme a réclamé en faveur des mineurs; M. Flocon a plaidé la cause des femmes: « Passe encore pour les mineurs, s'écriait-il; mais les femmes, pourquoi les exclure? » A dire vrai, l'exclusion des femmes ne nous paraissait pas, à nous non plus, absolument nécessaire; nous sommes de ceux qui trouvent les femmes beaucoup mieux placées dans un salon que dans un club, mais nous ne croyons pas à l'obligation d'inscrire cette pensée, si éminemment conforme à nos mœurs, dans un article de la loi. Toutefois, nous sommes fort loin de nous imaginer, avec M. Flocon, que la présence des femmes dans les clubs puisse être une garantie de modération et d'ordre; nous avons à cet égard des souvenirs tout récents qui nous forcent, à notre grand regret, à être d'un avis tout autre. Si M. Flocon n'avait pas oublié ce qui s'est passé dans certaines séances d'une association féminine qui a eu un assez grand retentissement naguère et qu'a tuée le ridicule, il est à supposer qu'il se serait abstenu.

De courtes réflexions ont été, en outre, présentées par

M. Xavier Durrieu sur l'utilité prétendue de la suppression du paragraphe de l'article 4, où il est dit que dans chaque club il sera réservé une place spéciale au fonctionnaire délégué par le Gouvernement, et que ce fonctionnaire sera revêtu de ses insignes. M. le ministre de l'intérieur a répondu que cette disposition était fondamentale, et qu'il fallait, dans l'intérêt de l'ordre, que l'agent de l'autorité pénétrât au sein du club, non comme homme privé, mais comme magistrat.

Enfin, M. Théodore Bac a attaqué avec assez de vigueur la clause de l'article 7 qui interdit les communications, rapports et adresses de club à club, et les pétitions collectives en leur nom. C'était tout simplement battre en brèche la disposition peut-être la plus importante du projet. La loi consacre, en effet, la liberté de discussion: elle accepte franchement le droit de réunion, mais elle ne veut pas reconnaître les clubs comme des êtres de raison, comme des personnes morales, existant en dehors des citoyens qui les composent, investis du droit de pétitionner en leur propre nom, possédant en un mot tous les signes extérieurs de puissances constituées. Ce qui fait la force des clubs, ce qui en forme le danger principal, c'est la faculté de s'entendre entre eux, d'agir avec ensemble, de nouer des rapports étroits, de se manifester par des actes émanant d'une impulsion commune. C'est ainsi qu'ils se mettent en rivalité avec le vrai pouvoir délibérant et qu'ils tendent à devenir un gouvernement dans le Gouvernement. Le projet de décret a donc eu raison de les réduire à l'isolement absolu.

C'est là tout ce que nous avons à dire des observations qui ont été échangées sur les douze premiers articles. Mais une vive discussion s'est engagée entre M. Charaumaule, Senard, Saint-Romme, Baze, de Falloux, Dufaure, Dupin aîné, sur l'article 13, qui porte qu'indépendamment des réunions publiques, les citoyens peuvent, avec l'autorisation de l'administration municipale et aux conditions qu'elle déterminera, fonder, dans un but politique ou autre, des cercles ou réunions non publics, et que cette même administration pourra toujours révoquer les autorisations accordées et faire fermer les cercles et réunions qui n'en seraient pas pourvus. La question est, en effet, fort grave, car il s'agit ici de rentrer dans le système préventif. L'autorisation est substituée à la déclaration pure et simple, le droit du Gouvernement au droit du citoyen. Nous savons bien que partout où existe la liberté pleine et entière de former des réunions publiques, le droit de constituer des réunions secrètes peut être fécond en inconveniens. Nous reconnaissons volontiers avec M. Dupin que si la restriction n'atteint que les sociétés qualifiées ostensiblement de politiques et est tenue de respecter les autres, il deviendra facile aux sociétés dangereuses de se déguiser et de se soustraire à toute surveillance légale. Nous admettons pleinement la nécessité actuelle de certaines mesures de salut public, et nous sommes tous disposés à en appuyer l'adoption. Mais nous comprenons cependant qu'une partie de l'Assemblée ait pu penser avec M. Falloux que c'est là une disposition exorbitante; avec M. Charaumaule, qu'elle aggrave singulièrement les dispositions de l'article 291 du Code pénal, et celles de la loi de 1834 sur les associations; avec M. Saint-Romme et M. Considérant, qu'il faut distinguer entre les sociétés secrètes et les cercles qui, sans chercher le secret, évitent néanmoins la publicité; avec M. Dufaure enfin, qu'il convient de laisser toute latitude à certaines réunions inoffensives, telles que les sociétés de bienfaisance, les comités agricoles, etc., sans parler des associations religieuses que M. le rapporteur de la commission s'est constamment attaché à écarter du débat.

Ce sont, du reste, ces considérations présentées avec force et habileté qui ont arrêté l'Assemblée au moment où elle allait prononcer la clôture et s'engager dans la voie des amendemens, qui étaient fort nombreux. Sur la proposition de plusieurs de ses membres, elle a donc ordonné le renvoi à la commission, qui est chargée de trouver une solution de nature à concilier tous les intérêts. Nous verrons ce qui en adviendra demain.

A la fin de la séance, M. Xavier Durrieu a déposé sur le bureau du président une pétition de M. Emile de Girardin contre la suppression du journal la Presse.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).

Présidence de M. Lasagni.

Bulletin du 25 juillet.

CONCLUSIONS PRÉCISES. — REJET. — DÉFAUT DE MOTIFS.

Lorsqu'une qualité d'un arrêt constatant que des conclusions tendant à la non-recevabilité de l'appel ont été prises, après les plaidoiries, mais avant les conclusions du ministère public, c'est à-dire dans un temps encore utile, et que, néanmoins, la Cour d'appel, dans le dispositif de l'arrêt, déclare, en contradiction avec l'énonciation contenue aux qualités, qu'aucunes conclusions n'existent sur la fin de non-recevoir, la Cour de cassation peut-elle faire prévaloir la dénégation du dispositif sur la mention des qualités et excuser l'arrêt de n'avoir pas statué sur ces conclusions?

La Cour a pensé que des conclusions précises formellement énoncées dans les qualités d'un arrêt avec lequel elles font corps doivent nécessairement trouver dans le dispositif une solution affirmative ou négative, sous peine, de la part de la Cour d'appel, d'en courir le reproche de violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810.

Elle a, en conséquence, admis le pourvoi dirigé contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris, dans lequel se trouvait la contradiction signalée plus haut. (Paignon contre de Saint-Sauveur.)

N'était-ce pas plutôt ici une omission de statuer qu'une décision sans motifs, et par conséquent le demandeur ne devait-il pas se pourvoir par requête civile au lieu de prendre la voie de cassation?

DROITS D'USAGE. — PRESCRIPTION. — POSSESSION. — DÉFAUT DE PROCÈS-VERBAUX DE DÉLIVRANCE. — ÉQUIVALENS.

Il était de jurisprudence dans l'ancienne province du Maine (et c'était pour ainsi dire le droit commun en France) que la possession trentenaire, jointe à un titre même non primordial, mais dans lequel le titre original était énoncé, suffisait pour faire acquérir des droits de servitude discontinue, tels que

droits de pacage dans les forêts. Il en était ainsi par application de la maxime *in antiqua enonciativa probant*. Il est également de jurisprudence aujourd'hui que la possession de droits d'usage dans les forêts peut résulter utilement, à défaut de procès-verbaux de délivrance, d'une jouissance exercée au vu et au su du propriétaire et de son consentement. C'est là un équivalent admissible.

Ainsi jugé au rapport de M. le conseiller Troplong, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Montigny; plaidant, M^{re} Béchard. (Rejet du pourvoi des héritiers de Tourzel.)

PAIEMENT. — SUBROGATION CONVENTIONNELLE. — SUBROGATION LÉGALE.

La compagnie d'assurances qui, en vertu d'une police sous seing privé, s'est obligée envers le débiteur d'un capital productif d'intérêts à payer ces intérêts au créancier à chaque échéance, mais sans l'intervention du créancier au contrat, n'est pas fondée, lorsqu'il a effectué ce paiement contre une quittance également sous seing privé, à réclamer le bénéfice de la subrogation soit conventionnelle, soit légale. Il n'a pas droit à la subrogation conventionnelle puisque la double condition exigée par le n. 2 de l'art. 1250 du Code civil (authenticité de l'acte d'emprunt et de la quittance) n'est pas remplie. La subrogation légale lui fait également défaut, parce que le paiement de la dette n'étant des parties que le résultat d'une convention entre elle et le débiteur pour lequel elle ne s'est point portée caution envers le créancier, elle ne peut invoquer en sa faveur la disposition de l'art. 1251, paragraphe 3. La compagnie, en effet, ne s'étant obligée qu'envers le débiteur, n'est pas dans la position de celui qui cet article contemple et qui étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette avait intérêt à l'acquiescer.

Ainsi jugé au rapport de M. le conseiller Troplong et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Montigny; plaidant, M^{re} Pascalis. (Rejet du pourvoi du sieur Mouton, directeur de la compagnie d'assurances des intérêts hypothécaires.)

Après le jugement de cette affaire, M. le président Lasagni a adressé à M^{re} Pascalis, qui plaide pour la première fois devant la chambre des requêtes depuis qu'il a cessé d'être avocat-général près la Cour de cassation une allocution à peu près conçue en ces termes:

« Vous avez pu apprécier, pendant le long exercice des hautes fonctions que vous avez remplies près de la Cour avec tant de distinction, toute l'utilité qu'elle trouve dans les lumières du barreau pour l'aider à accomplir l'œuvre si grande et si difficile de rendre la justice. La Cour, dont j'ose me porter l'organe, se félicite de trouver une nouvelle garantie de ce concours qui lui est si précieux, en vous voyant au milieu des membres de ce barreau qui vous ont accueilli avec autant de satisfaction et d'empressement que nous avons éprouvé de regrets à nous séparer d'un collègue aussi éminent. »

M^{re} Pascalis a remercié la Cour avec émotion et en termes pleins d'a-propos des paroles bienveillantes qu'elle venait de lui adresser.

COUR D'APPEL DE PARIS (1^{re} chambre).

Présidence de M. Grandet.

Audiences des 10, 17 et 24 juillet.

MANDAT. — ACTE. — DATE CERTAINE. — IMMEUBLE. — SAISIE. — REVENDICATION. — CONSEIL JUDICIAIRE. — RÉVOCATION DE MANDAT.

Si, en principe, le mandat n'est point un tiers à l'égard du mandataire, dont les actes lient le mandat jusqu'à révocation du mandat, à tel point que les actes sous seings privés souscrits par le mandataire ont pour le mandant date certaine, il y a exception à ce principe au cas où ces actes sont entachés de dol et de fraude, d'où il résulte la nullité des actes.

Les créanciers inscrits sur un immeuble saisi, dont une partie est revendiquée par un tiers qui en demande la distraction, peuvent intervenir dans l'instance et demander la nullité du titre produit par ce tiers, encore bien que ce titre leur ait été notifié antérieurement sans surenchère de leur part.

Le mandat est-il révoqué par le fait de la nomination d'un conseil judiciaire donné au mandataire, comme il le serait par l'interdiction de ce dernier? (Non résolu.)

Cette dernière question, examinée par les auteurs, n'a encore reçu aucune solution de la jurisprudence. La discussion dont elle a été l'objet devant la Cour mérite toutefois de fixer l'attention des jurisconsultes, et c'est à ce titre que nous énonçons la question, et que nous citons plus bas quelques élémens de cette discussion.

Le 7 décembre 1833, M^{re} Jossot, depuis femme Rocher, a acheté à l'audience des criées un terrain situé à Paris, rue du Delta-Poissonnière, de 2,000 mètres de superficie, moyennant 5,100 fr. Ce terrain avait appartenu au célèbre général Hulin. Les formalités de purge ont été accomplies sans surenchère. M^{re} Rocher a fait élever des constructions sur ce terrain: elle a, par divers actes notariés, depuis 1834 jusqu'en 1845, fait des emprunts avec hypothèques sur le terrain et les constructions, jusqu'à concurrence de 50,400 fr., pour le paiement de ces constructions. Plus tard elle a mis le tout en adjudication par lots; mais un créancier inscrit a fait saisir l'immeuble, et par suite de conversion il allait être procédé à l'adjudication, lorsque M. Lambin, se présentant propriétaire de moitié environ du terrain, a formé une demande en distraction. L'acte constituant la propriété de M. Lambin était sous seing privé daté du 24 mars 1834, et contenait vente de cette moitié par M. Tisci, mandataire de M^{re} Rocher, moyennant 5 fr. par mètre environ. Cet acte, enregistré seulement le 19 janvier 1842, avait été transcrit le 22 janvier 1842.

M^{re} Rocher a répondu que cet acte de vente n'était pas sérieux; M. Lambin, en effet, n'eût pas gardé jusqu'en 1847, c'est-à-dire pendant quatorze ans, le silence sur un droit légitime de propriété, en présence surtout des constructions élevées par M^{re} Rocher et de la vente par elle annoncée de la totalité du terrain. M^{re} Rocher a pu donner en 1834 procuration au sieur Tisci de vendre tout ou partie de ce terrain; mais le sieur Tisci, devenu aveugle plus de trois ans avant le 19 janvier 1842, seule date certaine de l'acte de vente, le sieur Tisci, placé, par jugement du 15 mai 1831, sous la tutelle d'un conseil judiciaire, n'a pu, qu'à la suite du dol et de la fraude, et de l'empire exercé sur sa faiblesse, consommer cet acte de vente. Le Tribunal de première instance a néanmoins rejeté ce système, par jugement du 6 janvier 1848.

En fait, le Tribunal considérait que, dès le 13 mars 1834, M. Lambin avait manifesté l'intention de surenchérir sur l'adjudication de M^{re} Jossot; que M^{re} Rocher reconnaissait les écritures et signature de l'acte de vente de

1834, passé en vertu de la procuration de cette dame du 22 mars 1834, et que la présomption la plus naturelle était que le mandat avait dû recevoir son effet à une époque rapprochée de la procuration.

« Considérant, d'ailleurs, ajoute le Tribunal, que l'acte sous seing privé, souscrit par le mandataire fait, par lui-même, foi de sa date vis-à-vis du mandant; que celui-ci n'est pas un tiers à l'égard du mandataire, qui tient de lui ses pouvoirs et sa qualité; que c'est au mandant qui conteste la sincérité de la date qu'incombe l'obligation de faire la preuve; que ces principes doivent surtout recevoir leur application alors que, comme dans l'espèce, il n'appert d'aucune révocation du mandat; »

« Attendu que la dame Rocher ne rapporte point de preuve de fraude et de simulation; que les faits et les considérations par elle invoqués ne constituent pas un ensemble de présomptions graves, précises et concordantes; que l'on ne peut tirer aucune induction de l'état matériel de l'acte de vente; »

« Attendu qu'il n'est pas contesté qu'au 24 mars 1834, Tisci eût les qualités et la capacité voulues pour être mandataire; qu'il n'y a donc pas à rechercher si plusieurs années après, Tisci aurait été atteint de cécité, et pourvu d'un conseil judiciaire; »

« Attendu qu'il n'y a point à se préoccuper non plus des constructions élevées par la dame Rocher, des hypothèques par elles consenties sur le terrain revendiqué ni des énonciations et déclarations contenues aux actes d'emprunt par elle contractés; que Lambin est étranger à ces faits et à ces conventions; »

« Attendu que l'objection tirée de la négligence et de l'inaction de Lambin est également sans portée en droit, puisqu'il n'a pas encouru de prescription; »

« Ordonne que de la saisie pratiquée sur la dame Rocher, à la requête de la veuve Saviot, distraction sera faite de la portion de terrain vendue à Lambin aux termes de l'acte sous seing privé du 24 mars 1834. »

Sur l'appel interjeté par M^{re} Rocher, et soutenu pour elle par M^{re} Desboudets, ses créanciers hypothécaires, sont intervenus pour s'opposer à la demande en distraction.

M^{re} Paillet, leur avocat, établit qu'aux termes de l'article 1328 du Code civil, les actes sous-seings privés n'ont de date certaine à l'égard des tiers, tels que sont les créanciers hypothécaires, que du jour de leur enregistrement, c'est-à-dire, dans l'espèce, du 19 janvier 1842, époque avant laquelle ces créanciers avaient contracté et avaient fait inscrire sur l'immeuble leurs obligations hypothécaires. En outre, le sieur Tisci, dont l'interdiction avait été demandée, et qui a été pourvu d'un conseil judiciaire, par jugement du 15 mars 1841, n'avait plus qualité pour utiliser le mandat qui lui avait été donné par M^{re} Rocher; ce mandat était nécessairement révoqué par le fait seul de ce jugement.

M^{re} Paillet reconnaît, en principe, que le mandat n'est révoqué, d'après les termes de l'article 2003 du Code civil, que par l'interdiction du mandant ou du mandataire. Mais, dit-il, le motif de cette révocation est le même au cas de nomination d'un conseil judiciaire, car celui qui est déclaré inhabile à faire ses propres affaires et pourvu d'un conseil judiciaire ne peut évidemment rester chargé des obligations qui résultent de l'accomplissement du mandat. Sur ce point, il n'existe pas de monumens de jurisprudence; mais les opinions de M. Duranton (*Du Mandat*, 291); Dalloz, *id.*; Troplong, *id.*, n° 750, sont conformes à la doctrine établie par l'avocat.

On objecte que certaines incapacités ne font pas obstacle au mandat; ainsi, la femme peut être constituée mandataire sans le concours du mari; le mineur émancipé sans la participation du curateur; il en est de même, ajoute-t-on, pour celui qui est pourvu d'un conseil judiciaire. Mais cette assimilation est erronée; car, lorsqu'on constitue pour mandataire une femme ou un mineur, on sait parfaitement que l'on s'expose à être privé des garanties ordinaires que la loi accorde au mandant contre un mandataire qui jouit de tous ses droits. Aussi, est-il de principe que, si une femme non mariée est constituée mandataire, le mandat cesse par le fait de son mariage.

L'avocat, au surplus, se joint, au nom des créanciers, à M^{re} Rocher, leur débiteur. Quant aux reproches de simulation et de fraude contre le prétendu acte de vente, que M. Lambin n'aurait fait valoir qu'après quatorze ans, tandis que M^{re} Rocher construisait sur le terrain, payait les impôts, consentait des hypothèques, avec l'accession de M. Tisci lui-même comme caution, et que M. Lambin, lui, n'avait payé ni aucun prix de vente, ni intérêts, ni impôts.

M^{re} Mathieu, avocat de M. Lambin, en soutenant le jugement attaqué, a établi que les créanciers hypothécaires ne sont pas des tiers proprement dits, mais des ayans-cause du débiteur, auxquels peuvent être opposés, aussi bien qu'à celui-ci, l'acte qu'il a souscrit, ainsi que la date de cet acte. Or, les actes sous-seings privés souscrits par le mandataire font foi de leur date contre le mandant, quoiqu'ils n'aient acquis date certaine que depuis la révocation du mandat. (Paris, 6 messidor an II; Bordeaux, 25 juillet 1826 et 22 juillet 1827; Paris, 7 janvier 1834; Cassation, 19 novembre 1834; Bourges, 17 mai 1842; Troplong, *Mandats*, n° 763.) Et ces mêmes actes font également foi de leur date contre les créanciers du mandant.

L'avocat soutient encore que l'art. 1003 du Code civil est limitatif, et qu'ainsi le mandat, en termes exprès, est révoqué, non par la nomination d'un conseil judiciaire, mais seulement par l'interdiction.

M. Barbier, substitui du procureur-général, déduit de tous les faits relevés par l'appelante et les intervenans, faits connus pour la plupart de M. Lambin, que l'acte de vente consenti par M. Tisci n'était pas sérieux et sincère. En tout cas, ce magistrat, s'expliquant sur la deuxième question, relative à l'incapacité du mandataire, estime que les créanciers, véritables tiers, ont le droit, aux termes de l'art. 1338, de repousser, si ce n'est à la date du 19 janvier 1842, c'est-à-dire à une époque postérieure à la date de leurs titres, le prétendu acte de vente. Or, à cette époque du 19 janvier 1842, le mandataire était quasi interdit par suite de la nomination faite pour sa personne d'un conseil judiciaire, et ainsi incapable de donner suite au mandat qu'il avait reçu lorsqu'il était *intégré* status.

M. Barbier conclut, en conséquence, à l'infirmité du jugement.

« Conformément à ces conclusions, la Cour, considérant, en ce qui touche l'intervention des créanciers, que, comme

cranciers inscrits sur la totalité de l'immeuble dont une partie est revendiquée par Lambin, ils ont intérêt et qualité pour intervenir, et que la notification qui leur a été faite du titre de Lambin, sans surenchère de leur part, ne leur enlève pas le droit d'en demander la nullité.

Les recevois intervenans. Au fond : En ce qui touche la demande de Lambin, considérant que si, en principe, le mandant ne peut être considéré comme un tiers à l'égard du mandataire, et si l'acte sous seing privé, souscrit par le mandataire et dans les limites de ses pouvoirs et avant la révocation de son mandat, est valable, et a pour lui date certaine, comme s'il l'eût souscrit lui-même, ce principe reçoit exception lorsque l'acte est entaché de dol et de fraude.

Considérant que toutes les circonstances de la cause démontrent que la vente sous seing privé, faite par Tisci à Lambin le 24 mars 1834, enregistrée le 19 janvier 1842, en supposant même que sa date soit exacte, est un acte frauduleux qui n'a jamais été considéré comme sérieux par aucune des parties.

Que cela résulte de la conduite de la femme Rocher, de celle de Tisci, de celle de Lambin lui-même (ici l'arrêt relève tous les actes imputables à chacun des susnommés et justifie de cette proposition), il infirme, et déboute Lambin de sa demande.

COUR D'APPEL DE ROUEN (ch. réunies).

Présidence de M. Renard.

Audiences solennelles des 19 et 20 juillet.

VOITURE PUBLIQUE. — ACCIDENT. — RESPONSABILITÉ DU CONDUCTEUR.

Deux diligences, luttant entre elles de vitesse, traversaient à grand bruit la ville d'Amiens, le jour de Pâques de l'année 1845. Arrivées rue de Beauvais, elles redoublèrent d'efforts, afin de se devancer au pont de la Basculle. En face de l'hôtel du Courrier-de-Breuil, la diligence de Rouen prit le dessus de la rue pour dépasser la berlino du Commerce, se dirigeant vers Paris. Par malheur, un passant se trouvait là, qui n'eut pas le temps de se ranger; il fut atteint par les roues et blessé mortellement.

Cet homme, nommé Montier, laissait une veuve, qui forma immédiatement une demande en dommages-intérêts contre le sieur Fauqueux, postillon, et son maître, le sieur Legrand, relayeur, lesquels, de leur côté, mirent en cause le conducteur Bulard et les directeurs de l'entreprise, MM. Fauchet et C^e. Le ministère public dirigea également des poursuites contre Fauqueux et Bulard. Fauqueux fut condamné à quatre mois d'emprisonnement, et Bulard acquitté.

On porta devant le Tribunal civil d'Amiens la demande en dommages-intérêts formée par la veuve Montier; Fauqueux, Legrand, Bulard, Fauchet et C^e, y furent condamnés solidairement à payer par fraction de moitié, à la veuve Montier, une rente annuelle et viagère de 400 fr., et de plus, à chacun de ses deux enfans, une autre rente de 150 francs exigible jusqu'à l'époque de leur majorité.

La Cour d'Amiens modifia la position des parties. Réformant par son arrêt le jugement du Tribunal civil, elle se borna à condamner le postillon et le relayeur de la voiture, en écartant l'entrepreneur et le conducteur, qu'elle considéra comme étrangers à l'accident. Le même arrêt repoussa, mais sans indiquer de motifs, la demande d'enquête formée par le postillon contre le conducteur.

La dernière partie de cet arrêt motiva un pourvoi en cassation.

La Cour de cassation cassa l'arrêt de la Cour d'Amiens, pour défaut de motifs, et renvoya les parties devant la Cour d'appel de Rouen, dans l'état où elles se trouvaient après le jugement du Tribunal d'Amiens.

Il s'agissait donc de décider si, dans le cas d'accident causé par une diligence, la responsabilité doit peser uniquement sur le propriétaire des chevaux et son postillon, ou bien si cette responsabilité s'étend au conducteur préposé par l'entrepreneur et à cette entreprise elle-même.

En fait, le relayeur soutenait que, les deux diligences ayant lutté de vitesse pendant un espace de 160 mètres, le conducteur avait manqué à son devoir en n'indiquant pas au postillon l'ordre de cesser une lutte périlleuse pour les passans et les voyageurs.

Après avoir entendu M^e Delieuvin, du barreau de Paris, pour le conducteur Bulard; M^e Chassan pour MM. Fauchet et C^e; M^e Rouland pour Fauqueux et Legrand, et M^e Daviel pour la veuve Montier, la Cour a purement et simplement confirmé la décision du Tribunal d'Amiens; elle a, de plus, mis les frais de la procédure en cassation à la charge des sieurs Bulard et Fauchet, défenseurs au pourvoi.

TRIBUNAL CIVIL DE LIBOURNE

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Lacompe, juge.

Audience du 18 juillet.

ENREGISTREMENT. — PRESCRIPTION. — DÉLAI.

La prescription de deux ans, à partir du jour où un acte soumis à l'enregistrement est venu mettre la Régie sur la trace d'une mutation, ne concerne pas les mutations d'immeubles, et s'applique exclusivement aux cas prévus, soit par l'article 61 de la loi du 22 frimaire an VII, soit par l'avis du Conseil d'Etat du 22 août 1840, soit par l'article 14 de la loi du 16 juin 1824.

La question a été résolue en ce sens, par arrêts de la Cour de cassation, des 24 thermidor an XII, 5 juin 1837, 17 juillet 1838, 22 avril 1839, 17 février 1840.

Elle avait reçu une solution contraire devant la même Cour, les 12 décembre 1814, 20 mars et 21 mai 1816, 23 juillet 1822, 16 juin 1828. C'est aussi en ce dernier sens que se sont prononcés MM. Championnière et Rigaud, dans leur *Traité des Droits d'enregistrement*.

En fait, il fut présenté, le 14 juin 1845, au bureau de l'enregistrement de Castillon, un acte sous seing-privé, en date du 16 octobre 1824, portant vente, moyennant 36,000 fr., d'une métairie, par Jacques Taupier à Maurice et aux époux Dutour. Il était dit dans cet acte que l'immeuble vendu provenait de la succession de dame veuve Desportes, et qu'il avait été attribué à Jacques Taupier par un traité sous seing-privé portant liquidation, souscrit entre lui et ses cohéritiers, sous la date du 2 août 1824. L'acte ajoutait que le prix de vente serait payable, un tiers au vendeur et les deux autres tiers à sa sœur et à sa nièce.

L'administration, concluant de ces énonciations que, par le traité du 2 août, Jacques Taupier était devenu seul propriétaire de l'entier domaine, moyennant l'obligation de payer à ses cohéritiers la somme de 24,000 fr., déclara une contrainte, le 24 janvier 1848, contre le sieur Taupier fils, professeur d'écriture à Paris, comme étant aux droits de son auteur, pour avoir paiement du droit simple et du double droit, dus sur l'acte du 2 août 1824, et réclama à cet effet 2,117 fr. 50 c.

Par exploit du 1^{er} février, le sieur Taupier a formé opposition à cette contrainte, et il l'a fondée sur ce que, plus de deux ans s'étant écoulés depuis le 14 janvier 1845, jour de l'enregistrement de l'acte du 16 octobre 1824, la prescription se trouvait acquise, aux termes de l'art. 61 de la loi du 22 frimaire an VII.

L'administration a abandonné devant le Tribunal sa prétention en ce qui concerne le double droit, et persisté dans sa réclamation du droit simple, soutenant que l'article 61 ne s'applique qu'aux cas qu'il prévoit expres-

sément, cas dans aucun desquels ne rentre celui de l'es-pèce.

M. de Tholouze, procureur de la République, a vivement soutenu l'exception de prescription soulevée par le sieur Taupier. Il s'est prévalu de l'opinion ci-dessus indiquée de MM. Championnière et Rigaud.

Le Tribunal a statué en ces termes :

« Attendu que Taupier n'élève aucune contestation sur la portée de l'acte du 2 août 1824, non plus que sur le taux de la perception à laquelle l'administration prétend le soumettre;

« Que toute la difficulté se concentre, dès lors, dans le moyen de prescription soulevé par ce redevable;

« Attendu que la règle générale, en matière de prescription, est celle contenue en l'art. 2262 du Code civil, et que cette règle est applicable à tous les cas pour lesquels il n'y a pas été dérogé par des dispositions particulières;

« Attendu que la seule disposition de la loi du 22 frimaire an VII qui modifie le droit commun en matière de prescription est celle de l'art. 61, invoquée par Taupier, laquelle, entre autres points, limite la prescription à deux ans, à compter du jour de l'enregistrement, s'il s'agit d'un droit non perçu sur une disposition particulière d'un acte, d'un supplément de perception insuffisamment faite, ou d'une fausse évaluation dans une déclaration;

« Attendu qu'il est évident que cet article ne s'applique qu'aux recouvrements déjà opérés, et qui l'ont été d'une manière incomplète ou insuffisante, mais qu'il ne concerne en aucune façon les actes non soumis à la formalité et qui n'ont point fait l'objet d'une perception, lesquels demeurent sous l'empire de la prescription de trente ans;

« Qu'on chercherait vainement à assimiler à ce que l'art. 61 qualifie de disposition particulière la mention dans un acte d'un autre acte non enregistré; que cette interprétation irait contre le sens légal du mot *disposition*, qui, appliqué à un acte, ne s'entend que de ce qui en fait partie intégrante, en explique, étend ou restreint l'effet, et concourt directement au but du contrat;

« Attendu que l'avis du Conseil d'Etat du 22 août 1810 et l'article 14 de la loi du 16 juin 1824 ne font qu'étendre à la prescription des amendes les règles tracées par la loi de frimaire pour la perception des droits, mais ne concernent point les mutations d'immeubles, à l'égard desquelles, ainsi que l'explique la loi de 1824 elle-même, la prescription des droits simples d'enregistrement pouvant être dus, indépendamment des amendes, reste réglée par les lois existantes;

« Attendu, dès lors, que l'exception invoquée comme moyen unique d'opposition envers la contrainte décernée par la Régie doit être repoussée, et qu'il y a lieu d'ordonner que cette contrainte sortira son effet jusqu'à concurrence de la somme à laquelle l'administration a réduit sa demande;

« Le Tribunal, sans s'arrêter au moyen de prescription qui forme la base de l'opposition envers la contrainte dont il s'agit, ordonne que cette contrainte sera exécutée jusqu'à concurrence d'une somme de 1,061 francs 30 centimes, etc. »

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DES ARDENNES.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Session du 3^e trimestre 1848.

Présidence de M. Pierre Grand, conseiller à la

Cour d'appel de Metz.

Audience du 21 juillet.

TROUBLES A RETHEL APRÈS LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER.

Dans l'établissement de filature de MM. Billelte, Huot et C^e, à Rethel, les anciens métiers avaient été remplacés, au mois de janvier 1847, par de nouveaux métiers connus sous le nom de *renvideurs*. De la différence qui existe entre l'ancien et le nouveau système, il résulte une économie dans les frais de main-d'œuvre, puisque six métiers *renvideurs* n'emploient que trois surveillans et douze rattacheurs, tandis que douze métiers ordinaires demandent douze fileurs et douze rattacheurs.

Cependant, en 1847, et jusqu'à la révolution de février 1848, aucune plainte, aucune réclamation ne s'élevait de la part des ouvriers contre l'introduction de ce nouveau système de métiers. Des plaintes eussent été injustes, car le travail n'a jamais manqué aux ouvriers de Rethel, malgré la crise commerciale qui pèse depuis plusieurs années sur l'industrie de la filature.

Vers le milieu du mois de mars dernier, des rumeurs sourdes circulèrent à Rethel; on disait que les ouvriers fileurs menaçaient de détruire les métiers *renvideurs* de MM. Billelte et Huot, et qu'ils avaient choisi la nuit du 19 au 20 pour mettre ces menaces à exécution.

L'administration municipale ne resta pas complètement inactive. Elle prit quelques précautions : un poste de 24 gardes nationaux fut établi, à la chute du jour, sur le pont qui sépare l'établissement de MM. Billelte et Huot de la rue du Quai, et ce poste resta sous les armes jusqu'à l'heure de l'ouverture ordinaire des ateliers. On avait donné l'ordre aussi de battre le rappel pour réunir tout le bataillon avant l'ouverture des ateliers, mais, soit que les ordres donnés dans ce but n'aient pas été assez précis, soit qu'il ait eu négligence dans leur exécution, le rappel ne fut battu que vers sept heures du matin, quand déjà des groupes nombreux et menaçans s'étaient formés sur la place publique.

Ce retard regrettable a permis aux malheureux événemens du 20 mars de s'accomplir sans que l'autorité pût leur opposer une résistance efficace.

Les tambours reçurent des rassemblemens près desquels ils passaient, et dont ils furent bientôt entourés, l'invitation de cesser de battre.

M. Noblet, adjudant-major de la garde nationale, cherchant à dégager ces tambours, fut assailli et maltraité au point que, pour sa propre défense, il fut obligé de mettre le sabre à la main. Deux courageux grenadiers, MM. Jourcart et Villain, volèrent au secours de M. Noblet, et furent maltraités à leur tour.

Ces désordres n'étaient que le prélude de scènes plus graves.

M. Joly, maire de Rethel, qui se trouvait à l'Hôtel-de-Ville vers sept heures du matin, apprenant qu'on attaquait la garde nationale, se dirigea vers le point qui lui était désigné. A peine arrivé, il vit un groupe composé de trois à quatre cents ouvriers s'avancer dans la rue du Quai, aux cris répétés de : *Chez Huot ! chez Huot ! A bas les renvideurs !*

Le maire se plaça alors auprès des vingt-quatre gardes nationaux qui barraient le pont, et s'adressa à la multitude en cherchant à la calmer, sans pouvoir y parvenir. A ses exhortations, la foule répondit par les cris de : *A bas les renvideurs ! à bas les baïonnettes ! à bas les voligeurs !* Les nommés Huon, Guillemain, Bressy et Ravaux étaient en proie à une exaltation furieuse. Le maire donna l'ordre de retirer les baïonnettes, et ensuite il engagea les voligeurs à retourner à l'Hôtel-de-Ville.

La foule se berna donc à crier : *A bas les renvideurs !* Les ouvriers ayant consenti à nommer des délégués pour s'entendre avec les fabricans et régler avec eux le taux du salaire, M. le maire de Rethel crut devoir faire la promesse que « les métiers *renvideurs* ne fonctionneraient plus, si on renonçait à les briser, et qu'il serait pris des mesures pour les convertir en métiers ordinaires. »

Pendant ces pourparlers, une patrouille qui s'avancait vers le rassemblement par ordre de M. Leveux, adjoint, vint inutilement se heurter contre cette masse; sur le si-

gne que lui fit de la main M. le maire Joly, la patrouille retourna sur ses pas.

La foule exigea alors du maire l'exécution de sa promesse relativement aux *renvideurs*. Ce magistrat consentit à ce que les métiers fussent démontés par trois ou quatre individus, qui pénètrent dans l'établissement de M. Huot. Le maire donna lui-même l'ordre au contre-maître de la filature d'en ouvrir la porte, et de lui remettre des instrumens propres à démonter les *renvideurs*.

Le rassemblement avait crié : *A bas les baïonnettes !* et on avait retiré les baïonnettes; il avait crié : *A bas les voligeurs !* et on avait renvoyé immédiatement le poste. Il avait crié : *A bas les renvideurs !* et on avait consenti à ce que les *renvideurs* fussent démontés, mais à peine les portes furent-elles ouvertes, que les ateliers furent envahis par un nombre considérable d'individus, qui remplirent en un instant les étages où se trouvaient les métiers, et se ruèrent avec acharnement sur les *renvideurs*. Armés d'instrumens de fer et de tout ce qui leur tomba sous la main, ils frappèrent à coups redoublés et brisèrent les *renvideurs*; les débris en furent jetés par les fenêtres et dispersés.

Après avoir accompli leur œuvre de dévastation, les ouvriers, toujours menaçans, vinrent former de nouveaux groupes sur la place de l'Hôtel-de-Ville; ils prétendaient, par une manifestation violente, obliger les fabricans et les filateurs à une augmentation de salaire, et il fallut de nouveau pactiser avec eux.

Un peu plus tard, une partie des ouvriers qui avaient pris part au désordre de la matinée, rassemblée par un chef sonnant de la trompette et cherchant à les exciter au pillage, partit pour Ecluy, commune voisine de Rethel, dans le dessein de détruire les peigneuses mécaniques de M. Choffin. Grâce au langage prudent et persuasif de M. le maire d'Ecluy, les projets de destruction ne furent pas mis à exécution.

Au moment où cette troupe venait d'Ecluy, vers trois heures de l'après-midi, l'ordre commençait à se rétablir à Rethel. La garde nationale s'était réunie et de fortes patrouilles sillonnaient la ville en tous sens, et pourtant ce déploiement de force ne put empêcher le pillage de la boutique d'un boulanger. Des arrestations furent opérées, malgré de vives résistances de la part des auteurs du désordre du 20 mars.

C'est par suite de ces faits que seize ouvriers sont renvoyés devant la Cour d'assises des Ardennes. L'un de ces ouvriers est en fuite. Parmi les accusés, trois se recommandent à la sévérité de la justice par leurs mauvais antécédens. L'un a été condamné comme voleur, l'autre pour maraudage et le troisième pour coups et blessures.

Les accusés sont assistés de M^e Riché, Guillaume Dufray, Bougon et Avril, avocats du barreau de Charleville. Le plus jeune a quatorze ans, le plus vieux a quarante-deux ans. Sept de ces accusés sont âgés de quatorze à vingt ans; quatre de vingt à trente, et quatre de trente à quarante-deux ans. La contenance de tous est timide et honteuse : ils se cachent en partie la figure avec leurs mouchoirs et ces hommes qui, par leur exaltation furieuse, par leurs vociférations et leurs menaces ont, pendant plusieurs heures, jeté l'alarme et répandu de vives inquiétudes au sein de la population de la ville de Rethel, ces hommes inspirent aujourd'hui par leurs paroles et leur attitude, plus de pitié que d'animadversion.

L'un de ces hommes, signalé comme l'un des chefs les plus audacieux et les plus redoutables, comme le principal agitateur, déclare qu'il avait bu, dans la matinée du 20 mars, plusieurs gouttes, et que s'il a lancé un bâton contre l'adjudant-major de la garde nationale, c'est parce qu'il avait reçu un violent coup de pied à la jambe.

Un autre dit que le maire avait donné la permission de démonter les métiers, qu'il avait pris une clé pour faire cette opération, mais que cette clé s'étant brisée, il avait cassé plusieurs pièces de métiers. Un troisième s'exprime ainsi : « Moi j'avais les mains dans mes poches, je n'ai pas pillé le boulanger, je n'y ai été que pour empêcher le pillage. On dirait à ma manière, que je suis un terrible; moi, je n'ai jamais fait de mal à personne, mais je parle beaucoup, c'est pourquoi on m'appelle *Cueulard*. »

Un quatrième dit qu'il a été emmené, qu'il ne sait comment il s'est trouvé là, qu'il y allait avec tout le monde sans savoir pourquoi ni comment.

Un cinquième déclare qu'il a donné trois ou quatre coups de marteau, mais il se défend d'avoir rien brisé.

Un sixième avoue qu'il a pris une clé pour démonter un métier, que n'ayant pu y réussir, il a fait comme les autres et qu'il a brisé une machine.

Un autre dit qu'il a fait comme tout le monde, mais qu'il a agi par ignorance et sans méchanceté.

Un autre déclare qu'il ne s'est trouvé là que par curiosité et qu'il s'est borné à jeter des débris par la fenêtre.

Un des plus jeunes accusés : « On disait que ces métiers marchaient tout seuls et j'ai été pour les voir. On m'a dit : Va-t'en moultard, circule polisson; et je m'en ai allé, et voilà. »

Autres enfans : On demandait des hommes de bonne volonté pour empêcher de casser les métiers et pour faire partir les ouvriers qui les cassaient, nous y avons été.

Vingt-cinq témoins ont été entendus, et, tout en attendant les torts de chacun des accusés, il ont confirmé les charges résultant contre ceux-ci de leurs dépositions écrites.

Les ouvriers qui composaient le rassemblement, disent les témoins, n'avaient aucune attitude hostile à six heures du matin le 20 mars, mais à sept heures ils étaient excités par les liqueurs qu'ils sont dans l'usage de prendre chaque matin, et c'est à cette circonstance qu'on doit attribuer en grande partie l'exaltation de ces ouvriers. A leur tête, d'ailleurs, se trouvaient des agitateurs, derrière eux des instigateurs, et c'est ce qui est confirmé par ces paroles échappées à l'un des accusés, au moment de son arrestation : « Pauvre diable ! te voilà pris, et ceux qui t'ont poussé ne le seront pas. »

Comme il semblait résulter des débats la présomption que de l'argent avait été distribué, M. le président interpelle les accusés de déclarer si en effet ils ont reçu de l'argent. « Si quelqu'un vous en a donné, a dit M. le président, ne craignez pas de le nommer. Signalez-le, car il est indigne du beau nom de républicain, et il mérite toutes les sévérités de la loi. Qu'un ouvrier sans ouvrage se laisse un moment égarer par la misère, qu'il oublie que le trouble qu'il apporte à l'ordre est un trouble apporté à la sécurité publique, à tous les élémens du travail et de la prospérité de tous. Oh ! il est bien à plaindre, car il se précipite lui-même vers sa ruine; mais qu'un homme pour satisfaire sa haine contre la société, pour assurer le triomphe de doctrines pernicieuses, arrache l'ouvrier à son travail, le pousse sur la place publique et l'exécute à la destruction des propriétés, oh ! celui-là est bien coupable, c'est celui-là qu'il faudrait nommer, car c'est contre lui que tonneraient toutes les voix parlant au nom de l'ordre et de la liberté. »

Les accusés ayant déclaré n'avoir reçu d'argent de personne, M. Berry, procureur de la République, fait remarquer que les métiers *renvideurs* fonctionnaient depuis plus d'un an sans qu'aucune plainte se soit élevée de la part des ouvriers; que la destruction de ces métiers ne pouvait donc être qu'un prétexte, et, en conséquence, il de-

mande à M. le maire de Rethel son avis sur la cause des rassemblemens du 20 mars.

M. le maire : Il est difficile de croire que les métiers soient la véritable cause des troubles qu'on a eu à déplorer. Il régnait par suite des événemens de février une exaltation extraordinaire parmi les ouvriers. Cette exaltation avait reçu, ce jour-là, un degré de plus des libations auxquelles ils s'étaient livrés outre mesure, il n'y avait peut-être pas d'autre motif, d'autre cause de l'insurrection.

Après l'audition de tous les témoins, la parole est donnée à M. Berry, procureur de la République, qui commente son réquisitoire à peu près en ces termes :

En prenant la parole devant vous, messieurs les jurés, nous croyons d'abord devoir exprimer la confiance qu'aucune des théories insensées dont on a cherché à répandre le poison dans la population ouvrière depuis quelques mois ne sortira de la bouche des défenseurs. Leur honorable caractère est pour nous la meilleure garantie. Qu'il nous soit permis de constater à présent qu'avant les troubles qui ont éclaté à Rethel, déjà une ville industrielle voisine avait été le théâtre de scènes de désordres qui ont été suivies d'un châtiment sévère. Rethel ne pouvait échapper aux mauvaises passions qui avaient agité la ville de Reims. Des ambitieux, des intrigans de haut et bas étage n'avaient pas craint de parler aux ouvriers un langage subversif de toutes les idées d'ordre et de respect de la propriété. Ils ne craignaient pas d'entretenir dans leurs esprits des fermens de discorde et de haine. Des hommes haut placés venaient de jeter au milieu d'une classe trop facile à égarer des écrits pernicieux, propres à tromper les ouvriers sur leur véritable intérêt. Organe de la loi, nous leur adressons de notre siège le blâme le plus sévère.

Examinant alors les charges qui s'élevaient contre chacun des accusés, M. le procureur de la République déclare abandonner l'accusation en ce qui concerne huit des accusés et démontre avec une inflexible sévérité la culpabilité des huit autres accusés.

Il termine en insistant sur une répression; il déclare qu'il s'associe d'avance à tout ce qui aura pour effet d'atténuer la gravité de la peine, et qu'il s'empresse de solliciter en faveur des coupables toute l'indulgence de la Cour.

M^e Riché, défenseur de cinq des accusés, commence à peu près en ces termes :

Savez-vous pourquoi, Messieurs les jurés, ces malheureux sont assis sur les bancs des assises; c'est parce que des hommes, voulant exploiter à leur profit, et pervertir les glorieuses destinées d'une révolution généreuse, sont venus et ont dit aux ouvriers : « Peuple, tu es grand et fort; ouvrier, tu es tout; le maître, c'est toi; le patron n'est rien; ce qu'il possède, il faut qu'il le partage avec toi. » Voilà ce qu'on lui a dit, voilà ce qu'on a répété jusqu'au jour de funèbre mémoire, où s'évanouirent, au milieu du sang, ces trompeuses et brillantes illusions. Mais ce peuple, dont un travail mécanique borne l'intelligence, ce peuple a cru tout ce qu'on lui disait; et, tandis que de malheureux ouvriers sont ici pour expier le crime de leur trop facile crédulité, où sont les vrais coupables ? Au sein d'une subite et mystérieuse opulence, ils vont, eux, mollement assis sur les coussins de brillans équipages aux armoiries féodales mal effacées.

On a, par des doctrines funestes, perverti l'intelligence des ouvriers; on a tendu des pièges à leur ignorance. Aussi, vous avez vu, Messieurs, avec quelle répugnance l'organe de la loi a soutenu l'accusation, avec quel empressement il a déclaré l'abandonner à l'égard de huit de ces malheureux, avec quelle généreuse humanité il a appelé votre indulgence sur les autres!

Cherchant encore à excuser la conduite des accusés, M^e Riché montre quelle a été l'attitude de l'autorité locale, non qu'il ait, dit-il, l'intention de lui adresser aucun blâme, mais pour établir qu'il y a des démarches et des exigences des émeutiers ont été en quelque sorte encouragées par l'autorité. En effet, s'écrie le défenseur, si le bataillon avait été convoqué avant que l'émeute eût pris les proportions qu'elle a prises, si le moindre déploiement de forces avait eu lieu, si une démonstration énergique eût été faite contre les premiers groupes, vous n'auriez pas à déplorer avec nous le malheur de ces pauvres ouvriers qui ont déjà expié, par quatre mois de prison, quelques instans d'égarement, et dont les enfans ont payé, par quatre mois d'affreuse misère, la trop facile crédulité de leurs pères. Oh ! rendez-les à la liberté, Messieurs les jurés, et vous n'avez pas à vous repentir de cet acte de clémence, car, je m'en porte garant, jamais aucun de ces malheureux ne portera atteinte à l'ordre et à la tranquillité publique.

M^e Guillaume du Fay, Bougon et Avril ont été ensuite entendus.

M^e Avril ayant, dans une partie de sa plaidoirie, insinué que l'autorité municipale de Rethel avait été vue à la tête de l'émeute, MM. Joly, maire, et Guignot, adjoint, se lèvent et protestent contre cette accusation, et loin de voir, comme le défenseur, des concessions successives et de la faiblesse dans les actes de l'autorité locale, ils déclarent qu'ils y voient, au contraire, un acte de courage et de force.

M. le président résume avec impartialité les moyens de l'accusation et de la défense. En parlant des machines qu'on a accusées de diminuer l'emploi des bras, M. le président cite le passage suivant de la circulaire du ministre de l'intérieur du 7 mars dernier : « En brisant les machines, les ouvriers compromettent leur cause et provoquent le malaise et la ruine. Encore un peu de temps, ces merveilleux du génie humain, qui n'ont pas mérité la mutilation, fécondés par les capitaux et le travail, entricheront tous ceux qui les maudissent aujourd'hui. »

Ainsi, continue M. le président, quand les ouvriers de Rethel criaient : « A bas les renvideurs ! » c'est-à-dire : « A bas les machines; à bas les métiers ! » C'est comme s'ils avaient crié : « A bas le pain qui nous fait vivre ! »

Après le résumé de M. le président, les jurés entrent dans leur chambre. Une demi-heure après, ils reviennent dans l'auditoire, et leur chef donne lecture de leur verdict.

Huit accusés sont acquittés; huit sont reconnus coupables de pillages en bande et à force ouverte. M. le chef du jury ajoute que si on avait posé la question de provocation, elle aurait été résolue affirmativement.

M. Berry, procureur de la République, requiert contre chacun in distinctement la condamnation au minimum de la peine, c'est-à-dire deux ans d'emprisonnement.

La Cour condamne les huit premiers accusés à deux ans de prison.

Les jurés se lèvent spontanément et déclarent qu'ils sont tous disposés à signer un recours en grâce en faveur de ces malheureux. Ils supplient la Cour de joindre sa recommandation à leurs prières.

L'audience est levée au milieu des manifestations de joie des ouvriers acquittés et des sanglots des femmes de ceux qui viennent d'être condamnés.

2^e CONSEIL DE GUERRE DE PARIS.

Présidence de M. Destaing, colonel du 61^e rég. de ligne.

Audience du 25 juillet.

ESCROQUERIE. — ADULTÈRE. — SÉPARATION DE CORPS.

Depuis deux ans environ, M. Damiron, propriétaire, demeurant rue Lepelletier, entretient la justice de ses démêlés avec sa femme. De son côté, M^me Damiron a introduit contre son mari une demande en séparation de corps pour injures et sévices graves, fondée principalement sur l'accusation calomnieuse d'adultère portée contre elle par son mari. Intitulé de raconter tous les incidens de ces querelles judiciaires entre les deux époux; il suffit de dire que dans l'état actuel des choses, la femme a obtenu à son profit du Tribunal de la Seine un jugement qui prononce la séparation de corps. Le sieur Damiron a interjeté appel

de ce jugement. Vaincu en première instance, il ne se tient pas pour battu, et il ne se donnera pas de repos qu'il n'ait obtenu la preuve légale de sa femme.

Un espionnage permanent a été établi autour du domicile de la femme; elle ne fait pas un pas sans être surveillée par les préposés du mari qui a recours à tous les stratagèmes pour arriver à ses fins, c'est-à-dire à la constatation qui est nécessaire au succès de son appel devant la Cour.

Aujourd'hui nous avons vu se dérouler, devant le 2^e Conseil de guerre, un chapitre de ces tribulations conjugales. C'est un sémillant voltigeur du 55^e régiment de ligne qui a su mettre à profit les faiblesses de l'épouse persécutée, et la crédulité facile du mari qui veut à tout prix être sûr de son fait, dût-il lui en coûter dix mille francs. C'est le chiffre révélé par l'instruction et les débats de l'audience publique.

Dans le but d'avoir quelques allégations à fournir contre moi, dit M^{me} Céline Damiron, dans son procès-verbal de plaigne, pour réussir dans le procès qui m'a suscité, mon mari dresse toutes sortes d'intrigues, dans le but de me compromettre aux yeux de la morale et de la justice. Je reçois de temps à autre des visites de personnages que je ne connais pas et que je n'ai jamais vus; ils se présentent chez moi, s'annoncent aux domestiques sous les prétextes les plus singuliers. Un petit jeune homme surtout, de vingt à vingt-deux ans, brun, assez bien mis, s'est présenté quatre ou cinq fois successives chez moi, demandant à me parler de la manière la plus mystérieuse; mais ma porte lui est restée fermée.

Hier dimanche, continué la plaignante, un autre individu se présenta, et, sur la réponse que j'étais absente, il demanda à m'écrire un mot, afin de me prévenir, disait-il, d'un grand danger qui me menaçait. La bonne, effrayée pour ma tranquillité, voulut savoir de quoi il s'agissait, mais le jeune homme, après s'être assuré qu'il n'y avait personne pour l'entendre, lui dit :

« Je ne puis rien vous dire; c'est à cette bonne et malheureuse madame Damiron qu'il faut que je parle. Donnez-moi du papier, je vais lui demander un entretien. »

La bonne, fort désappointée, insista pour être mise dans la confidence; mais le jeune homme, prenant une enveloppe de lettre, écrivit au crayon, dans l'enveloppe même, ces mots :

« Je suis inconnu de vous, madame, je suis militaire, croyez à tout mon honneur, je veux vous rendre un service, daignez me recevoir en particulier. Votre serviteur, »

Il cacheta avec soin cette enveloppe, et mit mon nom dessus, et recommanda à la bonne de ne faire faute de me remettre aussitôt mon arrivée, le danger étant imminent.

Étonnée de voir cette lettre cachetée avec mon cachet, un petit bijou en or ciselé portant mes initiales, je le cherchai, et ne le trouvai point sur mon nécessaire. Ne le trouvant pas, j'acquis la conviction que le voleur était, sans doute, le mystérieux jeune homme, soi-disant militaire, envoyé par mon mari.

Je dois ajouter que cet inconnu pourrait bien être une des personnes qu'un loueur de voitures, nommé Dubaux, demeurant rue de Trévise, n^o 6, est venu me déclarer qu'elles avaient formé le projet de m'enlever, et qu'elles avaient reçu, pour cet objet, 2,000 francs de monsieur mon mari, à titre de première avance, avec une promesse de 10,000 francs si elles pouvaient réussir à m'enlever.

Cette plainte ayant été adressée à M. le procureur de la République, une instruction judiciaire fut commencée par M. Legonidec, juge d'instruction, et bientôt la police de sûreté apprit que le particulier, sur lequel pesait l'accusation de vol du cachet, n'était autre qu'un fusilier du 55^e de ligne, dont le nom était bien réellement celui qu'il avait apposé au bas du billet, demandant à M^{me} Damiron un entretien particulier. Un mandat d'amener fut décerné contre lui et plusieurs autres; mais, par suite de l'instruction, la procédure rentra dans le domaine de la justice militaire.

M^{me} Damiron, qui soupçonnait fort le sieur Edmond Guy d'être en relations avec son mari, ne se troupa pas; voici comment le mari a raconté ses rapports avec Guy, qu'il accuse de lui avoir escroqué plusieurs sommes d'argent.

Ayant été informé, a-t-il dit, que ma femme avait une intrigue avec un Edmond, je chargeai un sieur Milon, loueur de voitures, un bon voisin, de rechercher cet homme, et de savoir de lui s'il n'aurait pas quelques lettres de ma femme. Milon, fort habile dans ce genre d'exercices, a trouvé mon homme, qui est un voltigeur, je crois, du 35^e de ligne. Milon obtint de lui un rendez-vous, mais il ne vint pas; cependant, je sus par une personne qu'il fréquentait qu'il avait eu des rapports avec ma femme, et qu'elle était assurée qu'il avait des lettres d'elle.

J'ai dit à mon voisin Milon d'offrir à cette personne, qui est une jeune fille, de l'argent pour qu'elle me procure ces lettres; que je lui donnerais 10,000 francs si elles contenaient la preuve de ce que je cherche.

Un autre jour, j'ai suivi Milon chez cette jeune personne; elle se trouvait en compagnie de mon individu le militaire. Celui-ci ayant voulu savoir qui j'étais, je trouvai bien de lui dire que j'étais chargé par la famille de la dame Damiron de restituer de ses mains des lettres compromettantes pour cette jeune femme, des lettres dont il ne pouvait pas se servir, et qui devaient rendre la tranquillité à toute une famille qui offrait pour ces lettres la somme de 10,000 francs. En même temps je lui présentai une lettre de ma femme, en lui disant: si vos lettres sont de cette écriture, j'ai là dans mon portefeuille 10,000 francs pour vous.

Le militaire que je reconnais bien pour être Guy, me répondit qu'il ne les avait pas à sa disposition, qu'elles étaient dans une malle qu'on lui avait retenue pour quelque argent qu'il devait. Je lui offris 30 francs en écus que j'avais sur moi pour qu'il aût de suite la dégrader; il m'en demanda 100. Je me les procurai et je les lui remis.

Le soir, Edmond Guy n'avait pas pu avoir les lettres; il lui fallait encore 25 francs pour solder le compte de ce qu'il devait. Je les lui remis tout aussitôt et je le priai d'aller vite chercher les lettres; il m'ajourna au lendemain matin à dix heures. Guy fut exact; je rendez-vous était toujours chez la jeune personne, rue de Courcelles; mais il me dit qu'il fallait attendre son sergent-major, auquel il voulait parler de cette affaire. J'y ai consenti d'autant plus volontiers que je ne voulais pas faire une surprise. Ce sous-officier arriva; il entendit l'exposé de l'affaire et il dit à Guy que, puisqu'il s'agissait d'une mauvaise femme, il n'hésiterait pas à rendre les lettres, et sans argent. A un moment, major, s'écria Guy, elles sont importantes pour moi. Il m'a fait voir deux lettres d'écritures différentes qui n'avaient aucun rapport avec la main de ma femme. Il dit qu'il en avait d'autres, qu'il s'était trompé de paquet (on rit dans l'auditoire).

M. le président : C'est un paquet qu'il faisait et qu'il mettait à votre adresse. Lui avez-vous demandé quelques renseignements qui pussent au moins vous mettre sur la voie de ses relations avec votre femme?

Le témoin Damiron : Je le questionnai à ce sujet, et il me répondit : « J'en ai fait la connaissance aux Champs-Élysées, où elle se promenait dans sa voiture; puis nous sommes allés dîner au bois de Boulogne chez le restaurateur Born. » Enfin, il me donna sur sa taille, sur sa physionomie et sur des signes qu'elle portait tant de détails et de renseignements que je crus à la sincérité de sa déclaration. Alors je lui dis s'il la reconnaissait à son portrait; il me répondit : « Hélas! comment ne pas reconnaître une si jolie petite créature. » (On rit.) J'avais un portrait au daguerrétype, et je le lui ai montré. C'est bien elle, Céline; je la reconnais parfaitement à cet air agaçant, à son gentil minois; je metrais ma tête à couper que c'est elle qui a été ma maîtresse. Ceci se passait en présence de témoins : du sieur Milon, loueur de voitures, aujourd'hui détenu comme insurgé au fort de l'Est, et du sergent-major.

Nous nous retirâmes, en attendant qu'il recherchât les autres lettres relatives à son amour avec ma femme. Il m'en présenta une troisième, mais qui, encore, n'avait aucun rapport avec l'écriture de ma femme. Guy me dit : « Ah! c'est que sans doute elle change souvent de secrétaire. » (On rit.)

Quelques jours après j'ai envoyé Milon auprès de Guy, et il m'a rapporté une lettre sans adresse ainsi conçue : « Il est inutile que vous me questionnez plus longtemps; la personne pour laquelle vous êtes venu me trouver demeure dans le quartier de la Boule-Rouge. »

M. le président : Toutes vos relations avec Guy se sont-elles arrêtées là?

Le témoin : Il me semblait toujours qu'Edmond Guy cachait quelque chose; il m'avait dit sur ma femme certaines particularités qui indiquent un grand laisser-aller entre deux personnes, et qui sont mystérieuses pour les autres, je ne pouvais croire autrement qu'à leur amour illicite. Guy me dit, j'ai bien encore un paquet de lettres, mais j'ai besoin d'argent et il faudrait m'avancer deux cents francs, sur les dix mille francs que vous m'avez promis. Je lui ai répondu que je ne lui avancerais plus rien s'il ne me remettait les trois lettres qu'il m'avait fait voir; il accepta ma proposition, il me les remit et je lui comptai les deux cents francs demandés.

M. le président : On a parlé d'une scène qui aurait eu lieu dans la rue, et on a dit que vous vous étiez caché dans un cabriolet. Guy était-il présent?

Le témoin : Mon voisin Milon a continué ses rapports avec Guy, et un jour il me dit d'aller voir dans la rue causant avec elle et venant de chez elle. Je m'étonnai que dans sa position ma femme s'exposât ainsi dans la rue; alors Milon me dit qu'un jour qu'il le saurait chez elle, il m'en préviendrait, et de fait un dimanche il m'a envoyé chercher, m'a fait venir rue de la Boule-Rouge, et me dit : « Notre jeune homme y est. Si vous voulez attendre, vous le verrez sortir. »

M. le président : Et vous avez attendu?

Le témoin : Certainement, je suis monté dans le cabriolet de mon voisin, et au bout d'une heure, j'ai envoyé M... demander le jeune homme qui était chez Madame. Le concierge a monté, et voilà que j'aperçois un grand jeune homme qui s'est approché de moi, et qui a dit : « Je connais le Monsieur qui est là-dedans, je pourrais dire son nom, c'est le mari de Madame. » Alors je me suis esquivé des mains du jeune homme, j'ai descendu du cabriolet et je m'en suis allé. Le jeune homme n'était autre qu'un ingénieur mécanicien qui est parent de ma femme.

M. le président : Enfin, au milieu de toutes ces vicissitudes domestiques, le prévenu a trouvé le moyen de voler votre femme, et quant à vous, il vous a escroqué de l'argent montant en tout à 300 ou 400 francs, il a abusé de votre crédulité, et vous étiez d'autant plus porté à le croire, qu'il accusait votre femme d'avoir eu avec lui des relations illégitimes.

Le témoin : Je ne puis dire qu'une chose, c'est qu'il est bien instruit sur le signalement de ma femme.

M. le président, au prévenu : Quels sont vos nom et prénoms, profession avant d'entrer au service?

Le prévenu : Je me nomme Edmond Guy, âgé de 24 ans, tondeur de chevaux avant d'être militaire.

M. le président : N'avez-vous pas cherché à faire croire au sieur Damiron que vous aviez eu de l'intimité avec sa femme, et que vous en aviez reçu des lettres qui pouvaient la compromettre?

Le prévenu : Le fait est vrai; c'est parce que je croyais que c'était bien elle que j'avais connue sous le non de Victoire Lafosse.

M. le président : Est-ce que vous êtes allé plusieurs fois chez elle?

Le prévenu : Oui, colonel; c'est le sieur Milon qui m'a donné son adresse, parce qu'il savait que j'avais eu des rapports d'amitié avec elle.

M. le président : Lorsque vous vous êtes présenté chez la dame Damiron, pour quoi y alliez-vous?

Le prévenu : Je voulais m'assurer si c'était bien la personne qui avait été ma bonne amie, et pour ne pas tromper son mari.

M. le président : Et vous profitez de ce moment pour voler un cachet en or. Dans quelle intention vous êtes-vous emparé de ce cachet portant les initiales de la femme Damiron?

Le prévenu : Lorsque je suis allé chez cette dame, j'ai posé mes gants et mon mouchoir sur la table, et en les reprenant, j'ai emporté le cachet par mégarde. Le lendemain, je lui ai donné un rendez-vous rue de Courcelles pour lui faire connaître les manœuvres de M. son mari à son égard; mais elle n'est pas venue.

M. le président : N'avez-vous pas demandé de l'argent au mari?

Le prévenu : Non, colonel; c'est lui qui m'a offert de me donner 10,000 fr., si les lettres étaient bien d'elle, et si elles prouvaient bien ce qu'il voudrait savoir.

M. le président : Le vol du cachet ne vous aurait-il pas été suggéré par le désir d'établir que vos lettres émanaient bien de la dame Damiron, et faciliter l'escroquerie du mari?

Le prévenu : Pas le moins du monde; je n'y ai pas songé. C'est une méprise, et voilà tout.

M. le président : Vous avez joué vis-à-vis des deux parties un rôle indigne, car vous ne deviez pas traiter la dame Damiron, si vous aviez eu des relations avec elle, et vous ne deviez pas escroquer le mari, si cette femme vous était inconnue. Comprenez-vous tout ce qu'il y a d'indigne dans votre conduite?

Le prévenu : Je comprends bien cela, mais je n'ai pas agi ainsi. J'ai dit au mari tout ce que je savais.

M. le président : Vous étiez tenté par l'appât des 10,000 fr. et vous avez employé toute votre intelligence à tromper le mari. Vous avez loué une chambre dans le faubourg Saint-Honoré pour faire croire que c'était là où vous receviez cette dame.

La dame Damiron, qui avait été citée comme témoin, n'a point comparu, et son absence n'a donné lieu à aucune réquisition.

Deux gardiens de Paris ont amené à l'audience le sieur Milon, détenu au fort de l'Est par suite de l'insurrection de juin. Sa déposition concorde parfaitement avec la déclaration du sieur Damiron.

M. Plée, capitaine-rapporteur, soutient contre le voltigeur Guy, la double prévention de vol envers la femme et d'escroquerie envers le mari.

M^e Cartelier présente la défense du prévenu.

Le Conseil déclare l'accusé coupable sur les deux chefs et le condamne à la peine de trois années de prison.

CHRONIQUE

PARIS, 25 JUILLET.

Nous avons parlé, il y a quelques jours, de l'incertitude où l'on était au Palais sur la question de savoir si les audiences des Cours et Tribunaux tiendraient les 27, 28 et 29 juillet, et nous avons provoqué à cet égard une explication de la part de l'autorité supérieure.

M. le ministre de la justice vient d'adresser la circulaire suivante à tous les procureurs-généraux :

Monsieur le procureur général, Une ordonnance du 6 juillet 1831 avait prescrit que les anniversaires des journées des 27, 28 et 29 juillet 1830 seraient célébrés comme fêtes nationales, et, depuis cette époque, des lois spéciales de crédit autorisaient annuellement les dépenses nécessaires à la célébration périodique de ces fêtes.

Bien qu'un arrêt de la Cour de cassation ait décidé, le 6 juillet 1847, que ces trois jours n'étaient pas des jours fériés légaux pendant lesquels les cours normales de la justice dût être interrompues, cependant il était généralement d'usage que les Cours et Tribunaux ne tissent des audiences aux anniversaires des journées de juillet.

Cette année, le Gouvernement n'a demandé aucun crédit pour la célébration de ces anniversaires, et son intention est qu'aucune fête ne soit célébrée, l'époque commémorative de la fondation de la République devant être seule l'objet d'une solennité nationale. Vous voudrez donc bien veiller à ce que le cours de la justice ait lieu comme à l'ordinaire dans votre ressort les 27, 28 et 29 juillet prochain.

Recevez, etc.

Le ministre de la justice, MARIE.

Plusieurs affaires graves, et collectives, ont été sou-

mises aujourd'hui à l'examen des Commissions militaires. Les plus importantes sont relatives, l'une au quartier Saint-Jacques, dans le 12^e arrondissement; l'autre à l'île Saint-Louis, dans le 9^e arrondissement. Dans ces deux affaires comme dans les précédentes, il s'est rencontré des individus signalés comme chefs ou agents subalternes dans l'insurrection.

Dans l'affaire concernant le 12^e arrondissement, qui comprend une trentaine d'inculpés, habitants de ce quartier, figure en tête M. Pinel-Grandchamp, ancien maire de l'arrondissement; plusieurs officiers de la garde nationale sont également reconnus comme coupables d'avoir pactisé avec les insurgés. La délibération a été longue, et ce n'est qu'après un mûr examen que MM. les commissaires ont établi leurs trois catégories. Parmi les hommes compris dans la première, celle des individus renvoyés devant les Conseils de guerre, on cite M. Pinel-Grandchamp, un chef de bataillon de la garde nationale, et quelques autres personnes occupant un rang moins élevé. Quinze inculpés sont désignés pour être transportés, et les autres seront mis en liberté.

Dans l'affaire de l'île Saint-Louis, qui compte aussi plusieurs chefs, ou instigateurs de l'insurrection, on ne remarque aucun nom qui soit connu du public. Cette affaire fournit, comme celle du 12^e arrondissement, un contingent à la justice des Conseils de guerre, et un nombre assez considérable d'inculpés destinés à la transportation.

Le nombre des dossiers examinés par les quatre premières Commissions depuis huit jours qu'elles fonctionnent est de 700 ou environ, et le nombre des inculpés sur le sort desquels elles ont statué dépasse le chiffre de 800.

L'instruction particulière et spéciale sur l'assassinat du général de Bréa et du capitaine Mangin touche à sa fin; de nouveaux renseignements sont parvenus à l'autorité militaire, et sous peu de jours le dossier sera complet. Rien ne manquera, dit-on, pour que cet horrible drame soit parfaitement connu des commissaires militaires et de la justice qui prononcera en dernier ressort. Le nombre des individus signalés comme coupables est plus nombreux qu'on ne l'avait pensé tout d'abord, et dans cette affaire, indépendante du fait de l'insurrection, il n'y a pas lieu de diviser les inculpés en catégories. L'instruction se poursuit contre eux non seulement comme ayant pris les armes contre la République, mais encore comme coupables d'être les auteurs ou complices de ces deux assassinats.

Rectifications à faire dans un décret concernant des décorations accordées à la garde nationale mobile :

- 1^{er} BATAILLON. — Crieux, garde, lisez : Prieux.
2^e BATAILLON. — Mazerand, garde. — Ne fait pas partie de ce baillon, il appartient au 12^e.
10^e BATAILLON. — Jonas Lavater, caporal, lisez : capitaine.
12^e BATAILLON. — André, sous-lieutenant, lisez : capitaine.
13^e BATAILLON. — Marx, capitaine, lisez : caporal.
22^e BATAILLON. — Robin, caporal, lisez : capitaine.
25^e BATAILLON. — Barbet, caporal, lisez : capitaine. — Barafol, sous-lieutenant, lisez : Barafort.

L'on a pu voir dans les journaux l'annonce, pour demain 26 juillet, de la vente par devant notaire, de la Patrie et du Commerce. Cette vente, poursuivie au nom de la maison Delamarre, Chabrol et C^e, a donné lieu à une contestation soumise aujourd'hui à la 2^e chambre du Tribunal civil de la Seine, dans les circonstances suivantes : M. Vannard, gérant du journal la Patrie, et M. Maurin, gérant du Commerce, concurrent le projet de réunir ces deux feuilles et de former une société pour l'exploitation collective des deux journaux. La société se constitua en effet; M. Vannard y apporta la Patrie, et reçut en échange un certain nombre d'actions de la société; il en fut de même pour M. Maurin, et son journal le Commerce. Restait d'autres actions qui devaient être négociées et fournir les fonds nécessaires pour continuer les deux publications. Malheureusement, personne ne se présenta pour souscrire les actions, et la société fut obligée de recourir à la maison Delamarre, Chabrol et C^e, qui lui prêta les fonds dont elle ne pouvait se passer.

Aujourd'hui la maison Delamarre, Chabrol et C^e a obtenu contre M. Vannard un jugement du Tribunal de commerce, fait saisir les deux journaux, et en a fait ordonner la vente. M. Maurin s'oppose à ce qu'elle ait lieu, et soutient que cette affaire cache un concert frauduleux tendant à le spolier du droit qu'il a sur les deux journaux. S'il faut l'en croire, M. Vannard, gérant de la société, ne serait que le prête-nom de M. Delamarre; la société Delamarre, Chabrol et C^e ne serait non plus, elle aussi, qu'une seule et même personne, qui se poursuivrait elle-même en la personne de M. Vannard, et l'on voudrait arriver ainsi, au mépris des conventions sociales, à évincer complètement de l'entreprise M. Maurin, qui a déjà perdu sa fonction de rédacteur du Commerce, et s'est vu, malgré lui, réduit à la simple qualité d'actionnaire commanditaire. La publication de la Patrie et du Commerce ont, sous l'influence des derniers événements, et en présence de la suspension de plusieurs journaux, pris un grand développement, et c'est le moment de prospérité de l'entreprise que saisit M. Delamarre pour faire opérer la vente des deux journaux, espérant que, par un temps où les capitaux sont rares, il lui sera plus facile de s'en rendre acquéreur à vil prix.

M^e Madier de Montjau, avocat de M. Maurin, a soutenu ce système, demandé le renvoi de la contestation devant un Tribunal arbitral, et conclu à la discontinuation des poursuites.

M^e Delangie et Son-Dumarais, au nom de M. Vannard, de la maison Delamarre-Chabrol et C^e, ont soutenu que tout a été sérieux dans les transactions qui ont amené la fusion de la Patrie et du Commerce; que M. Vannard était copropriétaire réel du nouveau journal, que, dans aucun cas, il ne faudrait confondre M. Delamarre avec la société Delamarre-Chabrol et C^e, qui a fourni les fonds nécessaires à la publication des journaux; que cette maison a un titre exécutoire qui ne saurait être infirmé par des allégations vagues démenties par les faits et par les actes. L'on a fait remarquer en terminant que la vente de deux journaux au moment où leur publicité a acquis un grand développement, ne saurait être considérée comme inopportune ni préjudiciable à aucune des parties intéressées.

Conformément à ces conclusions, le Tribunal a ordonné qu'il serait passé outre à la vente indiquée pour le 26 juillet, en l'étude de M^e Polier, notaire; et, attendu qu'il y a titre non attaqué par voie d'appel ou de tierce-opposition, a ordonné l'exécution provisoire du jugement qui ordonne la vente, et l'emploi des dépens en frais accessoires de vente.

Les débats de la Cour d'assises dans l'affaire d'incendie et de dévastation de la station de Saint-Denis (chemin de fer du Nord), ont continué aujourd'hui devant le jury. On a entendu les témoins à décharge appelés par quelques-uns des accusés; et puis M. le président a fait connaître le relevé des sommiers judiciaires en ce qui

concerne ceux des accusés qui ont eu des démêlés avec la justice.

Il faut remarquer que c'est la seconde fois, dans les nombreuses affaires de ce genre soumises au jury, qu'on trouve quelques accusés avec des antécédents fâcheux. Jusqu'ici les accusés étaient des paysans, d'honnêtes cultivateurs qui avaient obéi à un entraînement incompréhensible et qui avaient fait le 24 et le 25 février, ce qu'ils n'auraient fait ni avant ni depuis.

Voici le relevé des notes de police : Leguay a été condamné, le 23 mars 1839, à Dunkerque, à trois ans de prison pour vol. Il nie que cette condamnation lui soit applicable.

Percy dit le petit bossu, a été condamné à Versailles, le 2 juin 1838, à six mois de prison pour vol.

Rolland a été écorché, en 1840, aux Madelonnettes, sous prévention de vol. Il n'a pas été condamné.

Triboulet a été condamné une première fois, à Pontoise, à trois jours de prison, pour vol, le 16 juillet 1838; une seconde fois, pour un vol de lapins, à Beauvais, le 31 décembre 1840.

Enfin, l'accusé Sexe a été l'objet de six condamnations de trois mois à un an, qui embrassent la période de sa vie comprise entre le mois de mai 1838 et le mois d'octobre 1846.

M. l'avocat-général Meynard de Franc a soutenu l'accusation contre tous les accusés.

On a ensuite entendu les défenseurs dans l'ordre suivant : M^e Nogent-Saint-Laurens pour Mocrete, Hottot, Mahieux, Sexe et Bourgeois; M^e Dutard pour Esselin; M^e Thil pour Doremus; M^e Faverie pour Bernay; M^e Billiard pour Leguay; M^e Maitrejean pour Percy; et M^e Delacroix pour Descoins.

Les autres défenseurs seront entendus demain. Le résumé et la délibération du jury occuperont la fin de la prochaine audience.

L'audience est levée à six heures.

Le 1^{er} Conseil de guerre, présidé par M. Brunet, colonel du 15^e de ligne, vient d'être convoqué pour demain, 26 juillet, à l'effet de juger le lieutenant Rémy, du 61^e régiment de ligne, accusé d'avoir, à l'occasion d'une querelle qui s'était élevée entre lui et un sous-lieutenant, porté à ce dernier un coup de sabre sur la tête. Heureusement, le coup ayant frappé sur la visière du képi, n'a fait qu'une légère blessure sur le front. Rémy est accusé d'avoir, « hors le cas de défense naturelle, frappé son subordonné. »

Cette accusation, dont on trouve peu d'exemples dans les fastes de la justice militaire, et surtout dans le corps des officiers, est réprimée par l'art. 16 de la loi du 21 brumaire an V, qui punit le coupable de la destitution de son grade, d'un an de prison, et le déclare, en outre, incapable d'occuper aucun emploi dans les troupes de la République.

Voici une escroquerie tout à fait de circonstance que signale M. le ministre de l'intérieur dans une nouvelle feuille indicative d'individus à rechercher, qu'il vient d'adresser à toutes les autorités des départements.

Un homme de trente-cinq à quarante ans, vêtu d'une redingote bleue de coupe militaire, portant un chapeau rond de feutre à haute forme, et une cravate rouge, parcourt depuis quelque temps les arrondissements les moins peuplés, se disant agent du Gouvernement, ayant mission de modifier et d'adoucir les dispositions du décret qui a établi la contribution supplémentaire de 45 centimes, il se faisait remettre ainsi par chaque contribuable une somme ronde de 25 centimes, moyennant laquelle il le déclare dégrevé du surplus de l'impôt de 45 centimes.

Différents mandats ont été décernés contre cet individu, un entre autres à la date du 22 juin dernier. Le présent avis suffira sans doute pour empêcher de nouvelles dupes de tomber dans ce piège grossier, et peut-être même pour amener l'arrestation de l'auteur de cette escroquerie.

M. Ribart, capitaine au 10^e régiment de ligne, a fait, à la date du 5 avril 1847, un testament olographe par lequel il institue l'administration des hospices de Paris, sa légataire universelle en nu-propriété.

Il a prescrit qu'à l'extinction des têtes usufruitières, sa fortune, consistant en 3,900 francs de rentes sur l'Etat français, fut employée d'abord, et jusqu'à concurrence de 2,000 francs, à fonder des lits dans l'hospice des incurables (femmes), et pour le surplus, à venir en aide aux jeunes femmes ou filles sortant de la maison d'accouchement.

Lors des événements de juin, le capitaine Ribart, dont le régiment est en Corse, se trouvait en congé à Paris le 23 : il sortit de chez lui en uniforme, et alla se joindre à une des légions de la garde nationale de Paris. Il rentra à minuit avec ses vêtements déchirés, et repartit le 24, à sept heures du matin. Le 25, dans l'après-midi, il fut apporté mort à l'hôpital du Val-de-Grâce.

C'est ainsi que le brave capitaine Ribart avait été tué en combattant pour l'ordre public, la civilisation et la société tout entière.

M. Lagarde, avoué près la Cour d'appel, continue, dans la Bibliothèque républicaine, l'examen des questions qui précèdent à bon droit nos économistes et nos législateurs. On lit avec intérêt les détails qu'il donne sur les anciennes corporations, sur les nouveaux systèmes d'organisation du travail, et sur les associations libres qu'il recommande pour chaque profession, comme essentiellement utiles aux ouvriers et chefs d'ateliers et conservatrices de la liberté du commerce.

Le crédit est l'objet du dernier numéro de la Bibliothèque républicaine. A côté de certaines propositions subversives que combat l'auteur, d'autres projets qui paraissent dignes de l'assentiment public, sont recommandés par lui avec l'autorité qui s'attache à la netteté d'opinion et au bon sens. Telles sont les institutions de banques hypothécaires, de bazars nationaux d'échange, d'exportation et de secours aux grandes entreprises industrielles. Dans ce même numéro, M. Lagarde a reproduit un travail qu'il avait publié en 1838 dans la France littéraire, sur un système de déportation des forçats libérés; ce sujet, fort bien traité, ne manque pas malheureusement d'être proposé aujourd'hui.

DÉPARTEMENTS.

Rhône (Lyon), 23 juillet. — On lit dans le Censeur : « La dissolution du chantier national d'Anse a été accompagnée de quelques incidents remarquables. »

« Dimanche dernier, à quatre heures de l'après-midi, elle fut annoncée par une affiche. Cette nouvelle inattendue mit tout le monde en émoi : d'une part les ouvriers brusquement congédiés, de l'autre les habitants inquiets de la rumeur et des murmures qui se manifestaient. »

« La garde nationale se réunit, et des dispositions furent prises pour faire face à toutes les éventualités. Les citoyens effrayés s'étaient réunis et groupés sur différents points favorables à la défense. Dans ce but, plusieurs maisons furent occupées militairement. »

« Dans la soirée, l'autorité de Villefranche avait expédié une estafette à Lyon, et le lendemain, à sept heures du matin, 500 hommes d'infanterie, envoyés de cette dernière ville, occupèrent Anse. C'est sous les auspices de cette force que M. le sous-commissaire et M. le procureur de la République, partis de Villefranche avec M. l'officier

de gendarmerie, firent exécuter l'arrêté de dissolution.

Un incident ne tarda pas à se manifester; c'était le retour d'un grand nombre d'ouvriers qui, après avoir reçu leur paie le samedi, étaient retournés, suivant leur habitude, au sein de leurs familles, dans les cantons voisins, et qui, dans l'ignorance où ils étaient de l'ordre de dissolution, revenaient prendre leur position au chantier.

Il fallut régulariser le départ définitif de ces ouvriers, et leur délivrer un *excet* constatant qu'ils n'avaient point laissé de dettes à Anse. Tout s'est passé sans désordre.

BOUCHES-DU-RHÔNE (Marseille, 22 juillet). Hier comparait devant le Tribunal correctionnel de Marseille le nommé Fabre, cultivateur, du quartier Saint-Loup, sous la prévention d'avoir coupé des arbres dans une propriété rurale. Lors de son arrestation, il avait été trouvé muni de 18 cartouches. Interrogé sur l'origine de ces munitions, il avait répondu les avoir reçues, il y avait deux ans, d'un sergent d'Afrique dont il ne pouvait indiquer le nom ni le régiment.

Mais quelle n'a pas été la surprise du Tribunal lorsqu'un de ses membres, qui avait ouvert par hasard une de ces cartouches, en a extrait une balle traversée par un clou? Les autres balles ayant été successivement vérifiées, il a été reconnu qu'elles avaient été machées. Sur la nouvelle instance du président, le prévenu a fini par avouer qu'il n'avait ces cartouches que depuis environ un mois. Et comme on lui faisait remarquer que le Gouvernement ne distribuait jamais des balles dans un tel état, il a fini par dire que ce devait être des cartouches de barricade.

L'information a dû être, par suite, dirigée dans le sens indiqué par cette découverte. Les premières explications du prévenu sur l'emploi de son temps les 22 et 23 juin ayant aggravé les soupçons, la justice va poursuivre ses investigations, auxquelles a donné lieu un hasard d'audience tout-à-fait inattendu.

(Courrier de Marseille.)

HERAULT (Montpellier). Le numéro du *Montagnard*, journal publié à Montpellier, et dans lequel se trouvait le passage signalé récemment par M. Senard, ministre de l'intérieur, à l'Assemblée nationale: *Assemblée actuelle étouffée dans une mare de sang*, a été saisi par le parquet de notre ville, et son rédacteur renvoyé devant la Cour d'assises. Nous rendrons compte de cette affaire.

GIRONDE. — Le *Courrier de la Gironde* annonce que le *Journal du Peuple*, de Bordeaux, a été saisi en vertu d'un réquisitoire de M. Compans, procureur de la République près le Tribunal de première instance. M. le procureur de la République a requis en outre M. le juge d'instruction d'informer contre M. Crugy, imprimeur et propriétaire dudit journal, pour être ultérieurement statué à son égard, ainsi qu'il appartiendra.

Un autre journal de la même ville, le *National de la Gironde*, suspend sa publication pour défaut de cautionnement.

ETRANGER.

ANGLETERRE (Londres, 20 juillet). — Hannah Leith, accusée d'avoir tenté l'empoisonnement de ses trois enfants et d'avoir fait une tentative de suicide, a été amenée devant le Tribunal de police de Marlborough-Street. Cette femme, âgée de trente-cinq ans, mère d'un fils âgé de dix ans et de deux autres enfants qui ont l'un deux ans, l'autre dix mois, a cédé à une conception diabolique que lui suggérait une extrême misère. Pendant l'absence de son mari, ouvrant sans emploi, elle a mis dans le thé destiné à elle-même et à ses enfants, en guise de sucre, ce que les pharmaciens anglais nomment *sucré de plomb*, c'est-à-dire de l'acétate de plomb ou extrait de saturne. Elle dit ensuite à son fils aîné: « Cours vite chez ta tante, et va lui dire qu'elle n'entendra plus parler de nous, que j'ai tué mes trois enfants et que je me suis empoisonnée. »

Le petit Georges hésitait s'il devait faire cette étrange commission, et il allait demander des explications à sa mère, lorsqu'il fut surpris par des douleurs très vives dans l'oesophage et dans l'estomac; les deux autres enfants et la mère elle-même éprouvèrent les mêmes symptômes. A leurs cris les voisins accoururent et les trouvèrent en proie à des coliques violentes. M. Lawson, chirurgien apothicaire, mandé sur-le-champ, obtint de la mère l'aveu du genre de poison qu'elle avait employé. A l'aide de la pompe à estomac, les quatre malades ont été mis en très peu de temps hors de danger.

M. Bingham, magistrat, avant d'envoyer Hannah Leith devant la Cour criminelle centrale, a ordonné un plus ample informé de son état mental.

— 23 juillet. — Edwards, détenu à bord du ponton le *Justitia*, à l'arsenal de Woolwich, ayant frappé l'un des gardiens et menacé plusieurs autres personnes, a été condamné à recevoir deux douzaines de coups de fouet. Au moment où le bosseman du vaisseau faisait les préparatifs du châtiment, Edwards a refusé de se laisser dépouiller de sa veste et de sa chemise et de se laisser lier les mains. Il s'est répandu en imprécations et en menaces si terribles, que les hommes de garde se sont trouvés insuffisants pour réprimer ses violences; il a fallu requérir un renfort de soldats d'artillerie. On a placé entre les dents du patient un mouchoir formant bourrelet pour empêcher que, dans les convulsions de la douleur, il ne se coupât la langue. La sentence a été enfin exécutée.

— Les deux Chambres se sont occupées, dans leur séance du 22, de l'état déplorable de l'Irlande. A la Chambre des lords, le marquis de Lansdowne s'est borné à annoncer que le Gouvernement se proposait de suspendre en Irlande l'*habeas corpus* (Voir la *Gazette des Tribunaux* du 23).

Lord John Russell a dit à l'ouverture de la Chambre les communes: « J'annonce à la Chambre que demain à midi j'aurai l'honneur de présenter un bill tendant à autoriser le lord lieutenant et tous autres gouverneurs de l'Irlande, jusqu'au 1^{er} mars 1849, à appréhender au corps et détenir toutes personnes soupçonnées de conspirer contre la personne et le Gouvernement de sa majesté. »

Le bill qui suspendra, durant sept mois, les droits

constitutionnels des Irlandais a été en effet, dans la séance d'aujourd'hui 23, l'objet d'une première lecture. Le premier ministre a exposé comment les clubs, excités par des journaux incendiaires tels que l'*United Irishman*, auquel a succédé l'*Irish Felon*, en flattant les passions de la multitude, ont porté le désordre au dernier excès.

M. Feargus O'Connor a répondu, au milieu du tumulte, que le meilleur remède, à son avis, serait non pas la demi-mesure du rappel, mais la séparation entière des deux pays, dont l'existence commune est incompatible. En Angleterre, les ministres déchu ne font pas toujours une guerre systématique à l'administration qu'ils a remplacés. Sir Robert Peel en a donné la preuve en déclarant son adhésion aux mesures extrêmes, mais nécessaires proposées par le cabinet. Je ne veux pas, a-t-il dit, que l'on crée un *roi de Munster* (c'est le nom mystérieux que donnent les *Jacobins* irlandais à leur chef futur), je ne reconnais d'autre souverain légitime que la reine Victoria pour la Grande-Bretagne et l'Irlande.

M. d'Israeli, membre de l'opposition, a soutenu le bill en disant que les clubistes qui se sont donné eux-mêmes le titre de *Jacobins*, n'ont d'autre but que le pillage et la destruction des propriétés.

D'autres membres ont aussi adhéré, mais en exprimant la crainte que la suspension de l'*habeas corpus*, même appuyée par une armée de cinquante mille hommes, ne soit un moyen tardif et impuissant.

La première lecture du bill a passé, et la seconde, qui est décisive, n'éprouvera probablement pas plus de difficulté.

ESPAGNE (Madrid, 16 juillet). — On a arrêté à Tuy en Galice, sur les frontières de Portugal, un Italien qui se dit prêtre et cardinal. On croit que c'est un escroc ou un agent montemoliniste. Il a refusé de déclarer son véritable nom et de déclarer les motifs qui l'ont amené en Portugal et ensuite en Espagne. Le soi-disant cardinal a été amené à Madrid sous bonne escorte et enfermé dans la prison de la caserne des gardes civiles. Il a demandé à être mis en communication avec monsieur Brunelli, le nonce du pape, à qui il prétend devoir confier exclusivement le secret de sa mission. Cette permission lui a été refusée.

Bourse de Paris du 25 Juillet 1848.

Table with columns: AU COMPTANT, Hier, Aujourd'hui, AU COMPTANT, Hier, Aujourd'hui. Lists various financial instruments like 5 0/0 courtant, 3 0/0 courtant, etc.

Table with columns: FIN COURANT, Précéd. clôture, Plus haut, Plus bas, Dernière cote. Lists various financial instruments like 5 0/0 courtant, 3 0/0 courtant, etc.

Une Société de publicistes qui déjà, sous le titre de *Notre Histoire*, a publié un résumé complet des faits et des actes du Gouvernement républicain, fait paraître en ce moment une biographie des représentants du peuple, avec portraits.

Aujourd'hui mercredi, 26, à l'Opéra, *Robert-le-Diable*. M^{lle} Grimm continuera ses débuts par le rôle d'Alice. M. Gueymard continuera les siens par celui de Robert. M. Alizard remplira le rôle de Bertram.

Aux Variétés, chaque jour amène un nouveau et Les Anglais en voyage, le triomphe d'Hoffmann; les nouveaux Tableaux Vivans; Vautrin et Frise-Poulet, par Hoffmann, Rébard et M^{lle} Flore; les Premières Coquetteuses.

Aujourd'hui quatre joyeuses pièces et les Tableaux vivans au Théâtre-Montansier. Demain spectacle extraordinaire.

Les Bohémiens de Paris, secondé par la fraîcheur de la température, attirent la foule à l'Ambigu. — On a vu 13 répétitions du *Morne au Diable*.

Ce soir mercredi, de huit à dix heures, grande fête de la Société des Concerts du Jardin-d'Hiver, à laquelle prendront part l'orchestre composé de nos meilleurs artistes et nos plus célèbres chanteurs et instrumentistes. Pr m-n-d dans le jardin illuminé à la vénitienne, chœurs invisibles au bruit des cascades: les eaux joueront. Exposition de fleurs et de tabl aux; installation de l'Orangerie et du Velum oriental; feux de Ben zale. (Le jardin est à l'abri de la pluie.) Prix d'entrée: 2 fr. Les billets de famille, 3 fr. pour quatre personnes, se trouvent exclusivement au Ministère, 2 bis, rue Vivienne. On n'en délivre pas au bureau.

PANORAMA. — Parmi tous les spectacles qui ont eu le coup de souffrir de la crise terrible que nous traversons, on doit citer le Panorama des Champs-Élysées, par le colonel Ch. Langlois. L'administration, malgré les charges qui pèsent sur elle, n'a pas interrompu un instant son exposition et s'est empressée, au contraire, d'admettre gratuitement à la bataille d'Eylau les nombreux détachements de 1^{re} garde nationale et de la garde mobile qui lui ont été présentés, ainsi que les élèves de l'École militaire de Saint-Cyr qui ont fait le service près de l'Assemblée nationale. On doit l'en féliciter vivement dans un moment où le souvenir de la gloire de la France doit préoccuper tous les esprits, et où il est urgent de rappeler au peuple que ce n'est que dans les guerres contre l'étranger que le sang français doit être répandu.

Ventes immobilières.

AUDIENCE DES CRIÉES.

TROIS CORPS DE BATIMENS

Etude de M^e PETIT, avoué à Paris, rue Montmartre, 137. — Vente sur folle enchère, en l'audience des saisies immobilières du Tribunal civil de la Seine, séant au Palais-de-Justice à Paris, le jeudi 10 août 1848, deux heures de relevée. De trois corps de bâtiments avec terrains, et de neuf lots de terrains, situés à Montmartre, cité Bercy, commune de Belleville. Mise à prix: 1^{er} lot, 3,000 fr.; 2^e lot, 3,000 fr.; 3^e lot, 1,500 fr.; 4^e lot, 5,000 fr.; 5^e lot, 1,000 fr.; 6^e lot, 800 fr.; 7^e lot, 800 fr.; 8^e lot, 600 fr.; 9^e lot, 600 fr.; 10^e lot, 600 fr.; 11^e lot, 600 fr.; et 12^e lot, 500 fr. Total des mises à prix, 17,800 fr.

GRAND HOTEL

Etude de M^e LA-VAUX, avoué, rue Neuve-Saint-Augustin, 22. — Vente sur licitation, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, le samedi 12 août 1848, une heure de relevée. D'un grand hôtel sis à Paris, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 43 et 47, et rue d'Asstorg, 14. Sur la mise à prix de 700,000 fr.

CORPS DE BATIMENT

Etude de M^e MARCHAND, avoué à Paris, rue Saint-Honoré, 283. — Vente par suite de surenchère, le 10 août 1848, à deux heures de relevée, au Palais-de-Justice à Paris, D'un Corps de bâtiment sis à La Villette, rue de Belleville, 4. Sur la mise à prix de 4,500 fr. S'adresser audit M^e Marchand, et à M^e Levillain, avoué, boulevard St-Denis, 28. (8206)

NUE-PROPRIÉTÉ D'UNE MAISON

Etude de M^e LECLÈRE, avoué à Versailles, rue de la Pompe, 12. — Vente en l'audience des criées du Tribunal civil de Versailles, De la nue-propiété d'une Maison sis à Versailles, rue Duplessis, 92. L'adjudication aura lieu le jeudi 3 août 1848, heure du midi. Mise à prix: 15,000 fr. L'usufruitière est âgée de 64 ans. S'adresser pour les renseignements: A Versailles: 1^o A M^e Leclère, avoué, rue de la Pompe, 12; 2^o A M^e Peert, avoué, rue des Réservoirs, 23. (8178)

MAISON A VERSAILLES

Etude de M^e LECLÈRE, avoué à Versailles, rue de la

Vente en l'audience des criées du Tribunal civil de Versailles.

D'une Maison avec cour, jardin et dépendances, situés à Versailles, place du Carrefour-Montreuil, 3. L'adjudication aura lieu le jeudi 3 août 1848, heure de midi. Mise à prix: 20,000 fr. S'adresser pour les renseignements: A Versailles: 1^o A M^e Leclère, avoué, rue de la Pompe, 12; 2^o A M^e Renault, avoué, rue Duplessis, 86. (8179)

VASTE PROPRIÉTÉ

Etude de M^e POUSSSET, avoué à Versailles, rue des Réservoirs, 14. — Vente en l'audience des criées du Tribunal civil de première instance de Versailles, le jeudi 17 août 1848, à midi, En sept lots: D'une vaste propriété, sise à Versailles, avenue de Paris, 58, dépendant de la succession bénéficiaire de M^{me} veuve Bosse, et consistant en maisons, jardins, marais et prairies; d'une contenance totale de 6 hectares, 4 ares 67 centiares environ. Sur les mises à prix, savoir: Pour le 1^{er} lot, de 3,500 fr. 2^e lot, 10,000 fr. 3^e lot, 6,000 fr. 4^e lot, 3,000 fr. 5^e lot, 4,500 fr. 6^e lot, 12,000 fr. 7^e lot, 4,000 fr. Total, 43,000 fr. S'adresser pour les renseignements: A Versailles, à M^e Poussset, avoué poursuivant la vente, rue des Réservoirs, 14; A M^e Finot, notaire, rue Hoche, 2; A Paris, à M^e Viault, exécuteur testamentaire de M^{me} veuve Bosse, rue St-Florentin, 13; A M^e Roux-Sallard, avocat, rue de l'Université, 62. (8198)

CAISSE CENTRALE DU COMMERCE ET DES CHEMINS DE FER.

BAUDON ET C^e EN LIQUIDATION. MM. Baudon et C^e en liquidation ont l'honneur

PROPRIÉTÉ A PORT-MARLY

Etude de M^e BONTEAU, avoué à Versailles, rue Neuve, 23. — Adjudication définitive et sans réserve, par suite de saisie immobilière, le jeudi 10 août 1848, heure de midi, en l'audience des criées et des saisies immobilières du Tribunal civil de première instance séant à Versailles, au Palais-de-Justice, place des Tribunaux, en un seul lot, D'une Propriété située à Port-Marly, canton de Marly-le-Roi, arrondissement de Versailles (Seine-et-Oise), sur la route de Paris à Saint-Germain en Laye. Comprenant, outre le terrain de la contenance de 1 hectare 25 ares 18 mètres, un bâtiment principal orné de tourelles, et un joli pavillon entouré d'eau souterrain, et surmonté d'une tour.

ETIENNE DE MONTE-CRISTO.

Les enchères seront ouvertes sur la mise à prix de 40,000 fr. de prix principal, en outre des charges, clauses et conditions de la vente, ci: 40,000 fr. S'adresser pour tous les renseignements, à Versailles: 1^o A M^e Bonteau, avoué poursuivant la vente, demeurant rue Neuve, 23; 2^o A M^e Rémond, avoué présent, rue Hoche, 18; 3^o A M^e Legrand, avoué, place Hoche, 4; 4^o A M^e Rameau, avoué, rue des Réservoirs, 19; 5^o Et à M^e Renault, avoué, rue Duplessis, 86. (8203)

CAISSE CENTRALE DU COMMERCE ET DES CHEMINS DE FER.

BAUDON ET C^e EN LIQUIDATION. MM. Baudon et C^e en liquidation ont l'honneur

de prévenir les créanciers de la Caisse qu'un quatrième dividende de 10 p. 0/0 leur sera payé, à partir du 3 août prochain.

Les titres seront déposés et les paiements effectués le lendemain des dépôts, de dix heures à deux heures, au siège de la société, place Vendôme, 16. Les intérêts de chaque dividende cessant de courir au profit de MM. les créanciers à partir du jour de l'ouverture de ce dividende, il est avantageux pour eux de le faire recevoir sans retard. (1070)

MINES DE HOUILLE DES TOUCHES

(Loire-Inférieure). MM. les actionnaires des Mines des Touches sont prévenus que l'ass. générale annuelle aura lieu le mercredi 16 août, à sept heures du soir, à l'AGENCE GÉNÉRALE de la société, rue Feydeau, 22.

BOYVEAU-LAFECTEUR pour guérir en secret les dartres, syphilis, etc.

Rue Richer, 12. (1033)

BOUTIQUE à louer, place de la Bourse, 12;

et cuisine; le tout organisé pour bureaux. On traitera de gré à gré pour le matériel existant, tel que bureaux, planches, calorifères, appareils à gaz, compteur. — Prix du loyer, 4,500 francs.

Convocation d'actionnaires.

MM. les actionnaires de la Société des Moulins Paekham sont convoqués à l'assemblée générale extraordinaire qui aura lieu le samedi 5 août, à six heures, au siège de la société, rue de Choiseul, 19. Cette réunion a pour objet d'entendre le rapport des gérans sur la situation de l'entreprise, selon la décision de l'assemblée du 1^{er} avril dernier. E. STIEGLER. (1069)

VÊTEMENTS D'ÉTÉ.

Grand choix de vêtements d'été en tous genres, tout prêts et sur mesure. — Qualité, élégance, économie. HABITS ON CHASSEUSES (Nouveautés) à 7 fr. 50 c. — COATMANN d'rap d'Elbeuf, à 24 fr. — TUNIQUES sur mesure, très beau drap, à 40 fr. Magnifique assortiment d'uniformes de gardes nationales. AUX ARMES DE PARIS, Rue Croix-des-Petits-Champs, 16, AU PREMIER. (905)

ORGANISATION DU CRÉDIT.

L'UNITÉ Changement de domicile.

La Société générale de PUNITÉ vient de transférer le siège de son Administration et de ses bureaux rue de la Michodière, n° 8.

Fondée en 1841, elle a organisé depuis, dans les départements, 60 Etablissements de crédit qu'elle surveille et qu'elle assure contre les chances de pertes. Tous ont résisté à la crise financière actuelle. La Société générale l'Union continue, dans les principaux arrondissements de la France, l'organisation de ses Comptoirs. Elle accueille en conséquence les demandes qui lui sont transmises dans ce but. S'adresser, franco, à MM. E. BOURDON-D'ESCALLES et C^e, Directeurs-Gérans de ladite Société, rue de la Michodière, n° 8. (1061)

La publication légale des Actes de Société est obligatoire, pour l'année 1848, dans les Petites-Affiches, la Gazette des Tribunaux et le Drol.

SOCIÉTÉS.

D'un acte sous seings privés, fait double à Paris, le 12 juillet 1848, dûment enregistré. Il appert: Que MM. Antoine-Adrien LECLERC, marchand de merceries, demeurant à Paris, rue des Pélerins-St-Jacques, 6; Et Alexandre LEBERTRE, aussi marchand de merceries, demeurant à Paris, rue du Cloître-St-Jacques, 3; Ont formé entre eux une société en nom collectif, pour le commerce de merceries, rubaneries, soieries, etc., sous la raison sociale LECLERC et LEBERTRE, dont le siège sera établi sur des Pélerins-St-Jacques, 6. Que la durée de cette société sera de six années, qui commenceront le 1^{er} août 1848 et finiront le 1^{er} août 1854. Qu'elle sera administrée en commun par les deux associés, qui auront tous deux la signature sociale. Pour extrait: LECLERC et LEBERTRE. (9430)

provisoirement l'ouverture audit jour:

Du sieur CHENU aîné (Jean-François), fabricant de bonneterie, faub. Saint-Antoine, 123, cour de la Bonne-Graine, nommé M. Halphey juge-commissaire, et M. Beurty, rue Geoffroy-Marie, 5, syndic provisoire (N° 8323 du gr.); Jugement du Tribunal de commerce de Paris, du 24 juillet 1848, qui déclare en faillite ouverte et en fait provisoirement l'ouverture audit jour: Du sieur OSNONT (Auguste-Désiré), commis en marchandises, rue de Lancry, 6, nommé M. Plaine juge-commissaire, et M. Bataille, rue de Bondy, 7, syndic provisoire (N° 8354 du gr.); Du sieur GAGNARD (Benoit), md de bois, rue Lafayette, 69, nommé M. Gailly juge commissaire, et M. Clades-Petit, St-Honoré, 24, syndic provisoire (N° 8355 du gr.); Du sieur DUSSEIER (Etienne), fab. de bretelles, rue St-Denis, 310, nommé M. Odier juge-commissaire, et M. Mille, boulevard St-Denis, 24, syndic provisoire (N° 8356 du gr.); Du sieur VAN-BOSSTRAETEN (Henri), chémiiste, rue Traversière-St-Antoine, 17, nommé M. Coisieux juge-commissaire, et M. Geoffroy, rue d'Argenteuil, 41, syndic provisoire (N° 8357 du gr.); De dame veuve BIGEON (Françoise-Catho), tenant hôtel garni, rue Croix-des-Petits-Champs, 3, nommé M. Courriou juge-commissaire, et M. Deioix, rue St-Lazare, 70, syndic provisoire (N° 8358 du gr.); CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal

CONCORDATS.

Des sieurs LACHAPPELLE frères, nég., rue Poissonnière, 13, le 2 août à 2 heures (N° 8137 du gr.); Des sieurs AUREAU et C^e, banquiers, faub. Poissonnière, 5, le 2 août à 9 heures (N° 8580 du gr.); Du sieur MEYALOT (Jean), fab. de noir animal, rue de Charleton, 17, à Bercy, le 2 août à 2 heures (N° 8612 du gr.); Pour entendre le rapport des syndics sur l'état de la faillite et délibérer sur la formation du concordat, ou, s'il y a lieu, s'entendre déclarer en état d'union, et, dans ce dernier cas, être immédiatement consultés tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics. NOTA. Il ne sera admis que les créanciers reconus. REMISES A HUITAINE. Du sieur VIGNOT (Jean-Baptiste), maître paveur, à Neuilly, le 31 juillet à 2 heures (N° 7175 du gr.); Pour reprendre la délibération ouverte sur le concordat proposé par la faillite, l'admettre s'il y a lieu, ou passer à la formation de l'union, et, dans ce cas, donner leur avis sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics. PRODUCTION DE TITRES. Sont invités à produire, dans le délai de vingt jours, à dater de ce jour, leurs titres de créances, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indicatif des sommes à réclamer, MM. les créanciers: Du sieur MICHEL (François), md de vins, rue Constantine, 13, entre les mains de M. Sergent, rue Pinon, 10, syndic de la faillite (N° 8321 du gr.); Du sieur MARVILLE (Charles-Benjamin), tailleur, Palais National, 17, entre les mains de M. Geoffroy, rue d'Argenteuil, 41, syndic de la faillite (N° 8315 du gr.); Du sieur CICKRI (Charles-Pierre), peintre en décors, faub. Poissonnière, 23, entre les mains de MM. Maillet, rue de Valenciennes, 40, et Convents, rue des Pelites-Ecuries, 35, syndics de la faillite (N° 8295 du gr.); Du sieur BOISSIERE (Auguste), anc. ent. contre l'humidité, rue Monsigny, 1, entre les mains de M. Geoffroy, rue d'Argenteuil, 41, syndic de la faillite (N° 8239 du gr.); Pour, en conformité de l'article 493 de la loi du 28 mai 1838, être procédé à la vérification des créances, qui commencera immédiatement après l'expiration de ce délai. DÉLIBÉRATIONS. MM. les créanciers du sieur LANTIE (Noël), grainetier, à La Chapelle, sont invités à se rendre, le 31 juillet à 12 h. précises au palais du Tribunal de commerce, salle des assemblées des faillites, pour entendre le rapport des syndics sur la situation de la faillite et le fait en ses explications, et, conformément à l'article 510 de la loi du 28 mai 1838, décider s'ils se réservent de délibérer sur un concordat en cas d'acquiescement, et en conséquence s'ils surseoiront à statuer jusqu'après l'issue des poursuites en banqueroute frauduleuse commencées contre le faill.

DEFIANCE et Pierre-Prospér-Alfred LOHREUX, à Paris, rue Ste-Placide, 18. — Delcourteux, avoué.

Du 11 juillet 1848: Séparation de biens entre Marie-Anne-Caroline LEGUENNOYERS et Jacques-Julien LEGUENNOYERS, 25 ans, rue du Fg-St-Martin, 32. — M. Marjol, 4. — Moullefièvre, 30. — Fossier, avoué. Du 11 juillet 1848: Séparation de biens entre Marie-Anne-Caroline LEGUENNOYERS et Jacques-Julien LEGUENNOYERS, 25 ans, rue du Fg-St-Martin, 32. — M. Marjol, 4. — Moullefièvre, 30. — Fossier, avoué. Du 15 juillet 1848: Séparation de biens entre Louise DARROUX et Charles-Gaston MANGEOT, à Paris, rue Valenciennes, 68. — Parmentier, avoué.

Décès et Inhumations.

Du 22 juillet 1848. — Mme Scollier, 68 ans, rue du Rocher, 23 bis. — M^{me} Veyra-Moline, 70 ans, rue du Fg-St-Martin, 32. — M. Marjol, 4. — Moullefièvre, 30. — Fossier, avoué. Du 23 juillet 1848: Séparation de biens entre Marie-Anne-Caroline LEGUENNOYERS et Jacques-Julien LEGUENNOYERS, 25 ans, rue du Fg-St-Martin, 32. — M. Marjol, 4. — Moullefièvre, 30. — Fossier, avoué. Du 23 juillet 1848: Séparation de biens entre Marie-Anne-Caroline LEGUENNOYERS et Jacques-Julien LEGUENNOYERS, 25 ans, rue du Fg-St-Martin, 32. — M. Marjol, 4. — Moullefièvre, 30. — Fossier, avoué. Du 23 juillet 1848: Séparation de biens entre Marie-Anne-Caroline LEGUENNOYERS et Jacques-Julien LEGUENNOYERS, 25 ans, rue du Fg-St-Martin, 32. — M. Marjol, 4. — Moullefièvre, 30. — Fossier, avoué.